

MEMORIAL

Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg

RECUEIL DES SOCIETES ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2652

1^{er} octobre 2014

SOMMAIRE

Aerlux127250	Interteil Investissements S.A127254
All Car Services S.A127258	Investment Solutions127253
Allianz Global Investors Opportunities 127260	Isalpha127253
Anorake S.A127258	Kravatski Invest S.A127256
BNP Paribas Flexi I127267	Laredo S.A
Bollemine Holding S.A. SPF127257	Locatem S.A127256
CABRELUX127265	LSREF Lux Japan Holdings I S. à r.l 127259
Capitole Development S.A127250	Luxembourg Offshore Management Com-
Clost S.A	pany S.A127257
ComStage127255	Luxemburger Grundvermögen A.G 127267
Continental Investissement127265	Lux Investcom SA127255
C.P.F. Investissements S.A127259	Lux Lab Edit Press S.A127256
Credit Suisse Index Fund (Lux)127265	Mabledon Holdings UK S.à r.l127296
DeAWM Fixed Maturity127252	Marche Investissements SPF S.A127258
Digital Assets Group S.A127257	Melkmina S.A127252
European Financial Company127259	M.R.S.B. S.à.r.l
Filmod International S.A127251	Nord-Finance
Fundquest International127262	Pembroke S.A
Harbour LuxCo S.à r.l127296	Pentachem127267
HEDF II Spain S.à r.l127295	Reckitt Benckiser S.àr.l127286
HEDF II UK Residential S.à r.l127295	Resource Shipping & Shipmanagement
HEDF II UK S.à r.l	S.A127288
Henderson, Maverick and Williams S.A.	Road and Fast Holding S.A127253
127294	RPS FinCo SCA
Herblay Investment S.à r.l	San Faustin S.A
Hipergest S.A127250	Seven Vegas S.A
Holtz S.à r.l127295	Sobelux SPF S.A
Holtz S.à r.l	Swiss Rock (Lux) Sicav127254
Hotel du Château, Moulin de Bourscheid	Target Selection
127294	Techvest S.A
HRGT Holdco S.à r.l	Triodos SICAV II
Icapark II S.A	True Global Ventures S.A127296
Immobilière des Sables S.A	



Aerlux, Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 24-28, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 67.091.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

I'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE

qui se tiendra au siège social de la société à Luxembourg, 24-28, rue Goethe, le vendredi 17 octobre 2014 à 11.30 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Rapports du Conseil d'administration et du Commissaire aux comptes sur les exercices clôturés au 31 décembre 2013;
- 2. Examen et approbation des comptes annuels au 31 décembre 2013;
- 3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes;
- 4. Affectation des résultats;
- 5. Décisions à prendre en application de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014149229/546/18.

Hipergest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 30.417.

Le quorum requis par l'article 67-1 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales n'ayant pas été atteint lors de l'Assemblée Générale Statutaire tenue exceptionnellement le 8 septembre 2014, l'assemblée n'a pas pu statuer sur l'ordre du jour. Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 31 octobre 2014 à 11.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

 Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Les décisions sur l'ordre du jour seront prises quelle que soit la portion des actions présentes ou représentées et pour autant qu'au moins les deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés se soient prononcés en faveur de telles décisions.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014150503/795/18.

Capitole Development S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 106.466.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 13 octobre 2014 à 12.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- 1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 30 juin 2014;
- 2. approbation des comptes annuels au 30 juin 2014;
- 3. affectation des résultats au 30 juin 2014;
- 4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
- 5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
- 6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014143167/10/18.



Sobelux SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 19.734.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 21 octobre 2014 à 10:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- 1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes
- 2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 juin 2014
- 3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
- 4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014150501/795/15.

Filmod International S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

R.C.S. Luxembourg B 63.875.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à une

ASSEMBLEE GENERALE

qui aura lieu le vendredi 17 octobre 2014 à 16.30 heures à Luxembourg, 16, Allée Marconi, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- 1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire.
- 2. Approbation des Comptes Annuels au 30.06.2014 et affectation du résultat.
- 3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire.
- 4. Délibérations conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
- 5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014150507/504/16.

Techvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 177.075.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

I'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 17 octobre 2014 à 11:30 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- 1. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
- 2. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014142544/1267/13.

M.R.S.B. S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1616 Luxembourg, 9, place de Gare.

R.C.S. Luxembourg B 159.260.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014109689/10.

(140130734) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2014.



DeAWM Fixed Maturity, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 180.758.

Die Anteilinhaber der SICAV DeAWM Fixed Maturity werden hiermit zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

eingeladen, die am 22. Oktober 2014 um 10.00 Uhr in den Geschäftsräumen der Gesellschaft stattfindet.

Tagesordnung:

- 1. Bericht des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers.
- 2. Genehmigung der vom Verwaltungsrat vorgelegten Bilanz sowie Gewinn- und Verlustrechnung für das Geschäftsjahr zum 30. Juni 2014.
- 3. Entlastung des Verwaltungsrates.
- 4. Verwendung des Jahresergebnisses.
- 5. Bestellung des Wirtschaftsprüfers.
- 6. Statutarische Ernennungen.
- 7. Verschiedenes.

Zur Teilnahme an der ordentlichen Generalversammlung und zur Ausübung des Stimmrechts sind diejenigen Anteilinhaber berechtigt, die bis spätestens 17. Oktober 2014 die Depotbestätigung eines Kreditinstitutes bei der Gesellschaft einreichen, aus der hervorgeht, dass die Anteile bis zur Beendigung der Hauptversammlung gesperrt gehalten werden. Anteilinhaber können sich auch von einer Person vertreten lassen, die hierzu schriftlich bevollmächtigt ist.

Die ordnungsgemäß einberufene Generalversammlung vertritt sämtliche Anteilinhaber. Die Anwesenheit einer Mindestanzahl von Anteilinhabern ist nicht erforderlich. Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit der vertretenen Anteile gefasst.

Luxemburg, im Oktober 2014.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2014150505/755/26.

Melkmina S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 124.813.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

I'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 17 octobre 2014 à 11:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- 1. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
- 2. Divers.

L'assemblée générale statutaire du mercredi 04 juin 2014 n´a pas pu délibérer valablement sur le point 4 de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014142536/1267/15.

RPS FinCo SCA, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 150.407.

Veuillez prendre note que le siège social du membre de conseil de surveillance, la société à responsabilité limitée COMCOLUX S.à r.l., se trouve dorénavant au 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.

Luxembourg.

Pour avis sincère et conforme

Pour RPS FinCo SCA

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014109917/13.

(140131144) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2014.



Road and Fast Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint-Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 163.820.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 17 octobre 2014 à 11:20 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- 1. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
- 2. Divers.

L'assemblée générale statutaire du 21 mai 2014 n'a pas pu délibérer valablement sur le point 4 de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014142537/1267/15.

Investment Solutions, Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 87.158.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu 17 octobre 2014 à 10:10 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- 1. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
- 2. Divers.

L'assemblée générale statutaire du 07 juil. 2014 n'a pas pu délibérer valablement sur le point 4 de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014142538/1267/15.

Isalpha, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 1, place de Metz.

R.C.S. Luxembourg B 141.093.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont invités à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 9 octobre 2014 à 15.30 heures dans les locaux de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, 1, rue Sainte Zithe, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- 1. Recevoir le rapport du Conseil d'Administration et le rapport du Réviseur d'entreprises pour l'exercice clos au 30 juin 2014.
- 2. Recevoir et adopter les comptes annuels arrêtés au 30 juin 2014; affectation des résultats.
- 3. Donner quitus aux Administrateurs.
- 4. Nominations statutaires.
- 5. Nomination du Réviseur d'entreprises.
- 6. Divers.

Les résolutions à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Ordinaire ne requièrent aucun quorum spécial et seront adoptées si elles sont votées à la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés.

Les propriétaires d'actions au porteur désirant être présents ou représentés moyennant procuration à l'Assemblée devront en aviser la Société et délivrer un certificat de blocage de leur institution financière au moins cinq jours francs avant l'Assemblée à l'agent domiciliataire, à savoir la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014146494/755/24.



Interteil Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint-Mathieu. R.C.S. Luxembourg B 156.970.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 17 octobre 2014 à 10:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- 1. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
- 2. Divers.

L'assemblée générale statutaire du 28 mai 2014 n'a pas pu délibérer valablement sur le point 4 de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014142539/1267/15.

Laredo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 46.573.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

I'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 17 octobre 2014 à 10:30 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- 1. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
- 2. Divers.

L'assemblée générale statutaire du 2 avril 2014 n'a pas pu délibérer valablement sur le point 4 de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014142540/1267/15.

Swiss Rock (Lux) Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 135.671.

Im Einklang mit Artikel 22 der Satzung der Investmentgesellschaft mit variablem Kapital (Société d'Investissement à capital variable) Swiss Rock (Lux) Sicav ("Gesellschaft") findet die jährliche

ORDENTLICHE GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre am 15. Oktober 2014 um 11.00 Uhr am Sitz der Gesellschaft, 9A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Luxemburg, statt.

Tagesordnung:

- 1. Bericht des Verwaltungsrates und des Abschlussprüfers.
- 2. Genehmigung der vom Verwaltungsrat vorgelegten Bilanz sowie der Gewinn- und Verlustrechnung für das Geschäftsjahr vom 1. Juli 2013 bis zum 30. Juni 2014.
- 3. Verwendung des Jahresergebnisses.
- 4. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder und des Abschlussprüfers.
- 5. Ernennung der Verwaltungsratsmitglieder bis zum Ablauf der ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2015.
- 6. Ernennung des Abschlussprüfers bis zum Ablauf der ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2015.
- 7. Verschiedenes.

Die Zulassung zur Generalversammlung setzt voraus, dass die entsprechenden Inhaberaktien vorgelegt werden oder die Aktien bis spätestens zum 10. Oktober 2014 bei einer Bank gesperrt werden. Eine Bestätigung der Bank über die Sperrung der Aktien genügt als Nachweis über die erfolgte Sperrung.

Munsbach, im September 2014.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2014150504/2501/24.



Lux Investcom SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 81.370.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 17 octobre 2014 à 10:50 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- 1. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
- 2. Divers.

L'assemblée générale statutaire du mercredi 11 juin 2014 n'a pas pu délibérer valablement sur le point 4 de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014142541/1267/15.

ComStage, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 25, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 140.772.

Hiermit laden wir die Anteilsinhaber der ComStage (die "Gesellschaft") zu der

ORDENTLICHEN HAUPTVERSAMMLUNG

der Anteilsinhaber der Gesellschaft (die "Ordentliche Hauptversammlung") ein, welche gemäß Satzung der Gesellschaft am 14. Oktober 2014 um 11.00 Uhr MEZ am Geschäftssitz der Gesellschaft abgehalten wird.

Ordentliche Hauptversammlung

Die Ordentliche Hauptversammlung wird über folgende Tagesordnung beraten und beschließen:

Tagesordnung:

- 1. Wahl des Vorsitzenden der Ordentlichen Hauptversammlung;
- 2. Anhörung des Berichts des Verwaltungsrats und des Berichts des Wirtschaftsprüfers für das am 30. Juni 2014 abgelaufene Geschäftsjahr der Gesellschaft und Genehmigung des geprüften Jahresberichtes für das am 30. Juni 2014 abgelaufene Geschäftsjahr;
- 3. Bestimmung der Ergebnisverwendung bezüglich des am 30. Juni 2014 abgelaufenen Geschäftsjahres;
- 4. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder in Bezug auf die Ausübung ihrer Pflichten während des am 30. Juni 2014 abgelaufenen Geschäftsjahrs;
- 5. Wiederbestellung von PricewaterhouseCoopers Société coopérative, 400, route d'Esch, L-1014 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, als Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft, bis zur nächsten ordentlichen Hauptversammlung der Anteilsinhaber, die über den Jahresbericht des am 30. Juni 2015 ablaufenden Geschäftsjahres berät;
- 6. Andere ordnungsgemäß vor der Ordentlichen Hauptversammlung eingereichte Tagesordnungspunkte;
- 7. Sonstiges.

BESCHLUSSFÄHIGKEIT

Bitte beachten Sie, dass für Beschlüsse über die oben genannten Tagesordnungspunkte keine besonderen Anforderungen an die Beschlüssfähigkeit gestellt werden und dass die Beschlüsse mit der einfachen Mehrheit der bei der Ordentlichen Hauptversammlung abgegebenen Stimmen gefasst werden.

TEILNAHME

Wenn Sie bei der Ordentlichen Hauptversammlung nicht persönlich anwesend sein können und vertreten werden möchten, sind Sie berechtigt, einen für Sie stimmberechtigten Vertreter zu ernennen. Ein Vertreter muss nicht Anteilsinhaber der Gesellschaft sein.

Die Teilnahme an der Ordentlichen Hauptversammlung steht den Anteilsinhabern offen, die entweder ihre Teilnahme schriftlich bestätigt haben oder eine ausgefüllte Vollmacht eingereicht haben. Bestätigungen der Teilnahme und ausgefüllte Vollmachten sind bis zum 7. Oktober 2014, 17.00 Uhr MEZ per Fax an die Faxnummer +352 2708 2650 oder per Post an den Sitz der Gesellschaft zu übermitteln. Vollmachten, welche nach diesem Zeitpunkt eingehen, können nicht berücksichtigt werden. Vollmachtsformulare können ebenfalls unter der vorgenannten Anschrift angefordert werden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2014136942/39.



Locatem S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 86.758.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 17 octobre 2014 à 10:40 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

- 1. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
- 2. Divers.

L'assemblée générale statutaire du mardi 9 septembre 2014 n'a pas pu délibérer valablement sur le point 5 de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014142542/1267/15.

Kravatski Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 129.528.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

I'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 17 octobre 2014 à 10:20 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- 1. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
- 2. Divers.

L'assemblée générale statutaire du 18 juin 2014 n'a pas pu délibérer valablement sur le point 4 de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014142543/1267/15.

Immobilière des Sables S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 86.289.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu 17 octobre 2014 à 09:50 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

- 1. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
- 2. Divers.

L'assemblée générale statutaire du mardi 03 juin 2014 n'a pas pu délibérer valablement sur le point 4 de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014142545/1267/15.

Lux Lab Edit Press S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8140 Bridel, 73, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 153.659.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014109670/9.

(140130744) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2014.



Nord-Finance, Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 37.445.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 17 octobre 2014 à 11:10 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- 1. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
- 2. Divers.

L'assemblée générale statutaire du mardi 20 mai 2014 n'a pas pu délibérer valablement sur le point 4 de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014142546/1267/15.

Digital Assets Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 89.977.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu 17 octobre 2014 à 09:40 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- 1. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
- 2. Divers.

L'assemblée générale statutaire du vendredi 8 mai 2014 n'a pas pu délibérer valablement sur le point 5 de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014142548/1267/15.

Luxembourg Offshore Management Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 22.206.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014109679/9.

(140130675) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2014.

Bollemine Holding S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 160.653.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 17 octobre 2014 à 9:20 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- 1. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
- 2. Divers.

L'assemblée générale statutaire du 24 juin 2014 n'a pas pu délibérer valablement sur le point 4 de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014142549/1267/15.



Anorake S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 171.646.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 17 octobre 2014 à 9:10 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- 1. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
- 2. Divers.

L'assemblée générale statutaire du 18 juin 2014 n'a pas pu délibérer valablement sur le point 4 de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014142550/1267/15.

All Car Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 34.943.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 17 octobre 2014 à 09:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

- 1. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
- 2. Divers.

L'assemblée générale statutaire du mercredi 16 avr. 2014 n'a pas pu délibérer valablement sur le point 5 de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014142551/1267/15.

Marche Investissements SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 88.237.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 14 octobre 2014 à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- 1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 30 juin 2014;
- 2. approbation des comptes annuels au 30 juin 2014;
- 3. affectation des résultats au 30 juin 2014;
- 4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
- 5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
- 6. nomination des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes;
- 7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014143168/10/19.



EUFICO, European Financial Company, Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 11.412.

Extrait du conseil d'administration qui s'est tenue le 22 mai 2014 à 14.00 heures à Luxembourg

Le Conseil décide de nommer au poste de Président du Conseil d'Administration la société JALYNE S.A., représentée par Jacques BONNIER.

Pour copie conforme

FIDUPAR

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2014110426/14.

(140132854) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

C.P.F. Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5811 Fentange, 67, rue de Bettembourg. R.C.S. Luxembourg B 107.579.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 17 octobre 2014 à 9:30 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

- 1. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
- 2. Divers.

L'assemblée générale statutaire du 6 juin 2014 n'a pas pu délibérer valablement sur le point 4 de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014142552/1267/15.

Pembroke S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 24.777.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le lundi 13 octobre 2014 à 10.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- 1. Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes,
- 2. Approbation des comptes annuels au 30 juin 2014 et affectation des résultats,
- 3. Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- 4. Décision à prendre quant à la poursuite de l'activité de la société,
- 5. Nominations statutaires,
- 6. Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014145891/755/19.

LSREF Lux Japan Holdings I S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 136.828.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.



Luxembourg, le 24 juillet 2014.

Un mandataire

Référence de publication: 2014109660/11.

(140130997) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2014.

Clost S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7268 Bereldange, 23, Cité Aline Mayrisch.

R.C.S. Luxembourg B 25.286.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 9 octobre 2014 au siège social à 10:00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- 1. Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
- 2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes arrêtés au 30 juin 2014 et affectation des résultats.
- 3. Décharge à donner aux Administrations et au Commissaire aux Comptes
- 4. Nominations statutaires
- 5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014147072/1616/16.

Seven Vegas S.A., Société Anonyme.

Siège de direction effectif: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 135.762.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra de manière extraordinaire le 10 octobre 2014 à 10.00 heures à Luxembourg, 18, rue de l'eau (1er étage) avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- 1. Constatation du report de la date de l'assemblée générale ordinaire et approbation dudit report;
- 2. Rapports de gestion du conseil d'administration et du commissaire aux comptes relatifs aux exercices clôturés au 31.12.2011 et 31.12.2012;
- 3. Approbation des bilans et comptes de profits et pertes au 31.12.2011 et 31.12.2012 et affectations des résultats;
- 4. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
- 5. Décision à prendre relativement à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
- 6. Décision à prendre par les actionnaires de la Société relativement à l'exigibilité des avances consenties à la société par ses actionnaires;
- 7. Divers.

Pour participer à ladite assemblée, les actionnaires déposeront leurs actions, respectivement le certificat de dépôt au bureau de l'assemblée générale, cinq jours francs avant la date de l'assemblée générale.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014144553/693/23.

Allianz Global Investors Opportunities, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 144.896.

NOTICE is hereby given that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders (the "Meeting") of Allianz Global Investors Opportunities (the "Company") will be held at the Registered office of the Company at 6A, route de Trèves, 2633 Senningerberg, Luxembourg, on 10 October 2014 at 15.00 CEST for the purpose of considering and voting upon the following matters:

Agenda:

1. Acceptance of the report of the Board of Directors and the report of the independent Auditors and to approve the financial statements as well as the use of income (if any) for the accounting year ended 30 June 2014.



- 2. Discharge of the Board of Directors of the Company in the exercise of their mandate during the accounting year ended 30 June 2014.
- 3. Re-election of Dr. Kai Wallbaum and Mr. Markus Nilles as Directors of the Board.
- 4. Co-optation of Mr. Frank Klausfelder as Director of the Board.
- 5. Re-election of PricewaterhouseCoopers S.à r.l., Luxembourg, as Auditor until the next Annual General Meeting.
- 6. Consideration of such other business as may properly come before the Meeting.

Voting

Resolutions on the Agenda of the Meeting will require no quorum and will be taken at the majority of the votes expressed at the Meeting. The quorum and majority requirements will be determined in accordance to the outstanding shares on 5 October 2014 midnight CEST (the "Record Date"). The voting rights of Shareholders shall be determined by the number of shares held at the Record Date.

Voting Arrangements:

Authorized to attend and vote at the meeting are shareholders who are able to provide a confirmation from their depository bank or institution showing the number of shares held by the Shareholder as per the Record Date to the Transfer Agent RBC Investor Services Bank S.A., Domiciliary Services, 14, Porte de France, 4360 Esch-sur-Alzette, Luxembourg, to arrive in Luxembourg by no later than 11:00 CEST on 8 October 2014.

Any shareholders entitled to attend and vote at the meeting shall be entitled to appoint a proxy to vote on his/her behalf. The proxy form, in order to be valid, must be duly completed and signed under the hand of the appointer or his/her attorney or if the appointer is a corporation, under its common seal or under the hand of a duly authorised officer, and sent to the Transfer Agent RBC Investor Services Bank S.A., Domiciliary Services, 14, Porte de France, 4360 Eschsur-Alzette, Luxembourg, to arrive in Luxembourg by no later than 11:00 CEST on 8 October 2014.

Proxy forms for use by registered shareholders can be obtained from the Transfer Agent RBC Investor Services Bank S.A., Domiciliary Services, 14, Porte de France, 4360 Esch-sur-Alzette, Luxembourg. A person appointed proxy need not be a shareholder of the Company. The appointment of a proxy will not preclude a shareholder from attending the meeting.

Copies of the audited annual report of the Company are available for inspection at the registered office of the Company. Shareholders may also request to be sent a copy of such report.

Senningerberg, September 2014.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2014145257/755/42.

San Faustin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 158.593.

Notice is hereby given to the shareholders of San Faustin S.A ("the Company") that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders is to be held at the registered office of the Company at the 3 $^{\rm rd}$ floor of 3B Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, on *November 5 th*, 2014, at 9.00 a.m., and an

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of Shareholders of the Company is to be held immediately after the adjournment of the Annual General Meeting of Shareholders of the Company (the "Meetings"), to consider the following agendas:

Agenda for the Annual General Meeting of Shareholders ("AGM"):

- **1.** Approval of the Company's Consolidated Financial Statements as of June 30 th , 2014 and the Board of Directors' Consolidated Management Report and acknowledgement of the Audit Report on the San Faustín S.A.'s Consolidated Financial Statements.
- **2.** Approval of the Company's Annual Accounts as of June 30 th , 2014 and the Board of Directors' Management Report and acknowledgement of the Audit Report on the San Faustín S.A.'s Annual Accounts.
 - 3. Allocation of results and approval of dividend payment.
- **4.** Fees for the members of the Board of Directors and discharge for the exercise of their mandate throughout the fiscal year ended June 30^{th} , 2014.
 - 5. Election of the members of the Board of Directors prior determination of its number and term of their office.
 - **6.** Appointment of the independent auditor for the fiscal year ending June 30 $^{\mathrm{th}}$, 2015.
 - 7. Authorization to the Board of Directors of San Faustín S.A. to purchase shares of its own capital.



Agenda for the Extraordinary General Meeting of Shareholders ("EGM"):

- 1. Cancellation of 47,693 shares of Preferred stock held by the Company.
- 2. Reduction of the Company's capital and subsequent amendment to Articles 5.1. and 5.6.1 of the Company's Articles of Association.
- **3.** Assistant Secretaries' power to certify Company's documents and, consequently, amendment to article 13 of the Company's Articles of Association.

The Annual Report (that contains, among others, the San Faustin's Consolidated Financial Statements and Annual Accounts as at June 30 th, 2014 corresponding to items 1 and 2 of the Agenda), the Board of Director Management Report and each of the Meeting brochures (that contains the proposals of the Board of Directors for the resolutions to be adopted by the Meetings and the instructions to participate in such Meetings) are available for the inspection of the shareholders at the registered office of the Company. Shareholders may request an electronic copy of such documents to be sent by electronic mail to the shareholder's e-mailbox informed to the Company.

Holders of Ordinary, Reconvertible Ordinary and Preferred shares may attend the Meetings. Pursuant to the provisions of the Articles of Association of the Company, (i) only the holders of Ordinary and Reconvertible Ordinary shares shall have vote to consider the agenda of the AGM; and (ii) all holders of Ordinary, Reconvertible Ordinary and Preferred shares shall have vote to consider the agenda of the EGM.

Any holder of one or more shares as of October 31 st , 2014 (shareholders meetings record date, the "Record Date") is entitled to attend the Meetings. He may attend the Meetings: (a) personally, in such case, he has to request an admission ticket (hereinafter referred to as the "Admission Ticket") on or before October 31 st , 2014. The shareholder can participate personally or through an attorney-in-fact, appointed on the same admission ticket (the Admission Ticket must be presented and delivered at the Meetings); or (b) may cast their vote by mail by means of a written voting form provided by the Company (hereinafter referred to as the "Voting Form").

Admission Ticket Request forms and Voting Forms can be requested by any shareholder to "assistance@sanfaustin.lu".

Holders of shares acting through banks, fiduciary companies or common depositors issuers of depositary receipts must coordinate with their banks, fiduciary companies or common depositors the voting instructions for their shares or the Admission Ticket request corresponding to their Company's shares indirectly held through said banks, fiduciary companies or common depositors.

PLEASE NOTE THAT SEPARATE ADMISSION TICKET REQUEST AND/OR VOTING FORM SHALL BE REQUIRED TO PARTICIPATE EITHER IN THE AGM AND/OR IN THE EGM.

No transfer of shares will be entered in the Share Register from October 29 th , 2014, as provided in art 9.5 of the Articles of Association, in order to avoid the possibility of the attendance to the Meetings by someone that has sold its shares after the Record Date. Any transfer of shares requested to be entered in the Share Register in the week prior to the Meetings date will be recorded on the first business day after the Meeting i.e. on November 6 th , 2014.

Fernando R. Mantilla

Secretary of the Board of Directors

Luxembourg, October 1 st, 2014.

Référence de publication: 2014149228/61.

Fundquest International, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 127.751.

The

STATUTORY GENERAL MEETING

will be held on Tuesday, *October 14*, 2014 at 11.00 a.m., at the offices of BNP Paribas Investment Partners Luxembourg, building H2O, block A, ground floor, 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange, Grand Duchy of Luxembourg, to deliberate on the following agenda:

Agenda:

- 1. Presentation and approval of the reports of the Board of Directors and of the auditor;
- 2. Approval of the annual accounts for the financial period closed as at June 30, 2014 and allocation of the results;
- 3. Discharge to the Directors for the exercise of their mandates;
- 4. Statutory appointments;
- 5. Miscellaneous.

The owners of bearer shares wishing to attend or to be represented at the Meeting are asked to deposit their shares, at least five full days before the Meeting, at the counters of the agents responsible for the financial service, as mentioned in the prospectus.



The owners of registered shares wishing to attend or to be represented at the Meeting are admitted upon proof of their identity, subject to having made known their intention to take part in the Meeting at least five full days before the Meeting.

The Meeting will validly deliberate regardless of the number of shares present or represented and the decisions will be taken by a simple majority of the shares present or represented; account shall not be taken of abstentions. Every share, whatever its unit value, gives the right to one vote. Fractional shares shall have no voting right.

Annual accounts, as well as the report of the auditor and the management report are available at the registered office of the Company. Shareholders may request that these documents are sent to them. They have to send their request, either by post to the following address: BNP Paribas Investment Partners Luxembourg, 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange, Grand Duchy of Luxembourg - or by email to fs.lu.legal@bnpparibas-ip.com.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2014144556/755/31.

Triodos SICAV II, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire. R.C.S. Luxembourg B 115.771.

The board of directors of the Company (the "Board of Directors") proposed a number of amendments/updates to the articles of incorporation (the "Articles") of the Company, as detailed below, which will enable the Board of Directors to look after your interests more effectively. Copy of the revised Articles may be obtained free of charge during normal office hours at the registered office of the Company.

TO THE ATTENTION OF ALL THE SHAREHOLDERS OF THE COMPANY We are writing to inform you that the extraordinary general meeting of the shareholders of the Company was convened at 14, Porte de France L-4360 Esch-sur-Alzette, Luxembourg on 11 September 2014 (the "Meeting") and, as the required quorum was not reached, the Meeting could not proceed. Consequently, for the purposes of updating the Company's articles of incorporation, the Board of Directors hereby invites you to attend the

RECONVENED MEETING

which will be held before a Luxembourg public notary, on 16 October 2014 at 2.30 PM (Luxembourg time), at 14, Porte de France L-4360 Esch-sur-Alzette, Luxembourg, with the following agenda:

Agenda:

I. Addition in article 2 of the Articles in order to clarify the procedure regarding the transfer of registered office within Luxembourg city and within the Grand Duchy of Luxembourg. The board of directors of the Company proposes to the shareholders to add article 2 paragraph 2 of the Articles so as to read as follows:

"The registered office of the Company may be transferred to any other place in the municipality of Luxembourg by resolution of the board of directors. It may be transferred to any other municipality within the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of the shareholders of the Company, adopted in the manner required for an amendment of these articles of incorporation (the "Articles")."

II. Amendment of article 4 paragraph 2 of the Articles regarding update of the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment. The board of directors of the Company proposes to the shareholders to amend article 4 paragraph 2 of the Articles so as to read as follows:

"The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the largest extent permitted by Part II of the law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment as may be amended from time to time (the "Law of 2010")."

III. Deletion of last sentence of article 5 paragraph 1 of the Articles regarding unnecessary wording regarding initial capital. The board of directors of the Company proposes to the shareholders to amend article 5 paragraph 1 of the Articles so as to read as follows:

"The capital of the Company shall be represented by fully paid up shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company pursuant to Article 11 hereof. The minimum capital shall be as provided by law, i.e. one million two hundred and fifty thousand euro (EUR 1,250,000.-)."

IV. Addition of a last paragraph of article 6 of the Articles regarding preferential treatment of the shareholders. The board of directors of the Company proposes to the shareholders to add a last paragraph of article 6 of the Articles so as to read as follows:

"The board of directors will adopt such provisions as are necessary to ensure that preferential treatment accorded by the Company, or by the alternative investment fund manager (the "AIFM") appointed by the Company in compliance with the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers as may be amended from time to time (the "Law of 2013") with respect to the Company, to a shareholder will not result in an overall material disadvantage to other shareholders, as further disclosed in the Company's issuing document."



- **V.** Deletion of references to "Restricted Person" in article 10 paragraph 1 of the Articles and the whole paragraph stating: "For the avoidance of doubt, concerning Restricted Persons, items (A) to (D) above only apply to the portion of their holding exceeding the 7,5% limit."
- **VI.** Deletion of the following phrase: ", in accordance with instructions and under the overall control and responsibility of the board of directors," in article 11 section I. paragraph e) of the Articles.
- **VII.** Amendment of article 11 last paragraph of section I of the Articles regarding clarification with respect to appointment of an AIFM. The board of directors of the Company proposes to the shareholders to amend article 11 last paragraph of section I of the Articles so as to read as follows:

"The board of directors, in coordination with the AIFM, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Company."

- **VIII.** Amendment of article 14 paragraph 6 of the Articles regarding adding a possibility to hold a board of directors meeting via a video-conference.
- **IX.** Amendment of article 21 of the Articles regarding appointment of the AIFM. The board of directors of the Company proposes to the shareholders to amend article 21 of the Articles so as to read as follows:

"The Company has appointed Triodos Investment Management B.V. qualifying as an AIFM in compliance with the Law of 2013. The AIFM, subject to the overall supervision, approval and direction of the board of directors, provides certain portfolio management, liquidity management, risk and compliance management and valuation services and such other support as agreed from time to time between the Company and the AIFM, subject to the investment policies and objectives set out in the Prospectus of the Company. The AIFM shall be part of the TRIODOS BANK group.

In the event that there is no AIFM for the Company being a member of the TRIODOS BANK group or there is no majority participation in an that is held by an entity being part of the TRIODOS BANK group, the Company shall, on request by TRIODOS BANK N.V., change its name to another name omitting the word "Triodos" and not including any brand name of any company within the TRIODOS BANK group."

X. Amendment of article 28 of the Articles regarding depositary AIFMD-complaint wording, including the possibility of discharge of liability. The board of directors of the Company proposes to the shareholders to amend article 28 of the Articles so as to read as follows:

"Depositary. To the extent required by law, the Company shall enter into a depositary agreement with a banking or saving institution as defined by the law of 5 April 1993 on the financial sector, as amended and which meets the requirements of the Law of 2010 and the Law of 2013 (herein referred to as the "Depositary").

The Depositary shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the Law of 2010 and by the Law of 2013.

Where the law of a third country requires that certain financial instruments be held in custody by a local entity and there are no local entities that satisfy the delegation requirements under the Law of 2013, the Company shall be expressly authorized to discharge in writing the depositary from its liability with respect to the custody of such financial instruments to the extent it has been instructed by the Company or the AIFM to delegate the custody of such financial instruments to such local entity, and provided that the conditions of article 19 (14) of the Law of 2013 are met.

If the Depositary desires to retire, the board of directors shall use its best endeavours to find a successor depositary within two months of the effectiveness of such retirement. The directors may terminate the appointment of the Depositary but shall not remove the Depositary unless and until a successor depositary shall have been appointed to act in the place thereof."

XI. Amendment of article 33 of the Articles regarding inclusion of the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers. The board of directors of the Company proposes to the shareholders to amend article 33 of the Articles so as to read as follows:

"All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with Luxembourg law, in particular the law of 10 August 1915 on commercial companies, the Law of 2010 and the Law of 2013 as such laws have been or may be amended from time to time."

ORGANISATION OF THE MEETING

Since the quorum at the Meeting was not reached, this Meeting is reconvened with the same agenda, in the manner prescribed by the Articles, by means of notices sent twice by registered mail to the registered shareholders, at fifteen days interval at least and fifteen days before the reconvened Meeting. This reconvened Meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented.

If you do not expect to attend the reconvened Meeting in person, please sign and date the enclosed proxy form and return it as soon as possible by fax to the following number: 00352 2460 3331 and subsequently by airmail to the registered office of the Company at the address indicated above.

In order to be valid for this reconvened Meeting, proxy forms should be received by the close of business on 15 October 2014.



The quorum and the majority at this reconvened Meeting will be determined according to the shares issued by the Company and outstanding at midnight (Luxembourg time) on the fifth day prior to the general meeting (the "Record Date"). The rights of a shareholder to attend and vote at the reconvened Meeting are determined in accordance with the shares held by such shareholder at the Record Date.

For the Board of Directors

Référence de publication: 2014143164/755/106.

CABRELUX, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3440 Dudelange, 40, avenue Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 154.830.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014110307/9.

(140132398) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Continental Investissement, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert. R.C.S. Luxembourg B 41.177.

Extrait de la décision prise par l'associée unique en date du 30 juin 2014

Le siège social a été transféré de L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Veuillez noter que l'adresse professionnelle de Mme Katia CAMBON se situe désormais à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Pour extrait et avis sincères et conformes Pour CONTINENTAL INVESTISSEMENT Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

intertrust (Euxembourg) 3.a r.i.

Référence de publication: 2014110338/16.

(140132759) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Credit Suisse Index Fund (Lux), Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 167.524.

The Company's shareholders (the "Shareholders") are invited to an extraordinary general meeting to be held at 4.00 p.m. on 31 October 2014 at the Company's registered office.

As the quorum requirement of at least one half of the share capital of the Company has not been met at the first extraordinary general meeting of Shareholders that has taken place on 1 October 2014 the Shareholders are invited to attend and vote at the Company's

SECOND EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of Shareholders (the "Extraordinary General Meeting") which will be held on 31 October 2014 at 4.00 p.m. at 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, with the purpose of amending the articles of incorporation of the Company (the "Articles of Incorporation").

The items on the agenda of this Extraordinary General Meeting are as follows:

Agenda:

- 1. Amendment of Article 5 "Capital and Certification of Shares" in order to introduce the possibility for the Company to issue shares in dematerialised form and to remove the possibility to issue bearer shares. Further introduction of the obligation for holders of bearer shares to convert these shares into registered or dematerialised shares, and of other minor changes in order to align on the provisions of the law of 6 April 2013;
- 2. Amendment of Article 8 "U.S. Person" to "U.S. Matters" in order to update the articles of incorporation of the Company in line with the requirements of the U.S. Foreign Account Tax Compliance Act ("FATCA"), by introducing the requirement for the shareholders and investors of the Company to provide certain information required under FATCA, which may be disclosed by the Company or its management company to the U.S. internal revenue service ("IRS");



- 3. Amendment of Article 21 "Calculation of the Net Asset Value" in order to perform the net asset value of the shares of each subfund on each banking day on which banks are normally open all day for business in Luxembourg and not only on days when the markets on which 75% of the relevant subfund's assets are traded, are open. Furthermore, and notwithstanding the foregoing, the net asset value of each subfund shall also always be calculated at the end of each month.
- 4. Amendment of Article 24 "Dividends" to specify that distributions may be declared on an annual basis or at any intervals to be specified by the Board of Directors unless otherwise specified for a subfund.

The Extraordinary General Meeting may validly deliberate, regardless of the proportion of the capital represented. The items on the agenda of the Extraordinary General Meeting require a minimum majority of two-thirds of the votes cast.

Shareholders who cannot attend personally the Extraordinary General Meeting may vote by proxy forms which are available at the registered office of the Company. In order to be taken in consideration, the proxies duly completed and signed must be received at the registered office of the Company, at least 3 calendar days prior to the meeting.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2014150508/755/40.

HEDF II UK S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 205, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 125.840.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Alexie Arnould.

Référence de publication: 2014110531/10.

(140132420) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Target Selection, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 149.637.

We are pleased to invite the shareholders to attend the

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders (the "Meeting") which will be held on 20 October 2014 at 3.00 p.m. at 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, in order to amend the articles of incorporation of the Company (the "Articles"). The Meeting will have the following agenda:

Agenda:

- 1. Amendment of article 3 ("Object") of the Articles which shall hence-forth be read as follows:
 - "Art. 3.- Object:

The exclusive object of the Corporation is to place the funds available to it in transferable securities of all types, and other investments permitted by law, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

- The Corporation may take any measures and carry out any operations that it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by part II of the law dated 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment, as amended."
- 2. Deletion of the possibility to issue bearer shares as well as insertion of the possibility to issue dematerialized shares and respective amendment of articles 5 ("Capital and Certification of Shares"), 11 ("Notices and agenda") and 26 ("Liquidation") of the Articles
- 3. Insertion of a new definition of the term "U.S. Person" in article 8 ("U.S. Person") of the Articles
- 4. Formal amendments in article 7 ("Restrictions of ownership") of the Articles, in particular the replacement of the term "U.S. Person" in the last paragraph of such article by the term "Restricted Person", article 20 ("Redemption of Shares") and in article 28 ("Miscellaneous").

The resolutions to be passed require, in order to be validly passed, (i) that at least one half of the share capital of the Company is present or represented and (ii) to be carried by at least two thirds of the votes validly cast. If the quorum requirement set out under item (i) is not met, a second Meeting will be called on 21 November 2014 (a further convening notice will be sent to all shareholders in this respect, if relevant), which may validly deliberate, regardless of the proportion of the capital present or represented and at which the resolutions to be taken may be passed by at least two thirds of the votes validly cast.



If you want to attend the Meeting in person, please inform the central administration, Credit Suisse Fund Services (Luxembourg) S.A., 3 calendar days prior to the Meeting either by phone at +352 43 61 61 1, by fax at +352 43 61 61 402 or by e-mail at list.amluxlesu@credit-suisse.com.

In case you should not be able to personally attend the Meeting, you have the possibility to have yourself represented thereat. For this purpose, we kindly ask you to send - for organizational reasons by 18 October 2014 (COB) at the latest - the proxy form which are available at the registered office either by post to the registered office of the Company, by fax at +352 43 61 61 402 or by e-mail at list.amluxlesu@credit-suisse.com.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2014150510/755/41.

Luxemburger Grundvermögen A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 105, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 61.862.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014109683/9.

(140130392) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2014.

BNP Paribas Flexi I, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 117.580.

The Statutory

GENERAL MEETING

will be held on Monday *October 27*, 2014 at 11.00 a.m., at the offices of BNP Paribas Investment Partners Luxembourg, building H2O, block A, ground floor, 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange, Grand Duchy of Luxembourg, to deliberate on the following agenda:

Agenda:

- 1. Presentation and approval of the reports of the Board of Directors and of the Auditor;
- 2. Approval of the annual accounts for the financial period closed as at June 30, 2014 and allocation of the results;
- 3. Discharge to the Directors for the exercise of their mandates;
- 4. Statutory appointments;
- 5. Miscellaneous.

The owners of bearer shares wishing to attend or to be represented at the Meeting are asked to deposit their shares, at least five full days before the Meeting, at the counters of the agents responsible for the financial service, as mentioned in the prospectus.

The owners of registered shares wishing to attend or to be represented at the Meeting are admitted upon proof of their identity, subject to having made known their intention to take part in the Meeting at least five full days before the Meeting.

The Meeting will validly deliberate regardless of the number of shares present or represented and the decisions will be taken by a simple majority of the shares present or represented; account shall not be taken of abstentions. Every share, whatever its unit value, gives the right to one vote. Fractional shares shall have no voting right.

Annual accounts, as well as the report of the Auditor and the management report are available at the Registered Office of the Company. Shareholders may request that these documents are sent to them. They have to send their request, either by post to the following address: BNP Paribas Investment Partners Luxembourg, 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange - or by email to fs.lu.legal@bnpparibas-ip.com.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2014150506/755/31.

Pentachem, Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 187.495.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-second day of July,

Before us, Maître Edouard Delosch, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg



THERE APPEARED:

AXA LBO FUND V CORE FPCI, a fonds professionnel de capital investissement, represented by ARDIAN France, a company governed by French law, having its registered office at 20, place Vendôme, 75001 Paris, France, and registered with the Register of Commerce and Companies of Paris under number 403 201 882 RCS Paris,

here represented by Jennifer Ferrand, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given on 21 July 2014.

being the sole shareholder of Pentachem, a société anonyme, incorporated and existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 24, avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B187495 (the "Company"), incorporated pursuant to a deed of Maître Edouard Delosch, aforementioned, on 28 May 2014 and not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. The articles of incorporation have not been amended since.

The said proxy, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated above, representing the entire share capital, having recognized to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

1 Creation of nine classes of shares ranging from class A to class I.

2 Increase of the Company's share capital by an amount of thirteen million seven hundred forty thousand Euro (EUR 13,740,000.-) from its current amount of seventy-one thousand Euro (EUR 71,000.-) to thirteen million eight hundred eleven thousand Euro (EUR 13,811,000.-).

3 Issuance of one million five hundred twenty-six thousand six hundred sixty-six (1,526,666) class A shares, one million five hundred twenty-six thousand six hundred sixty-six (1,526,666) class B shares, one million five hundred twenty-six thousand six hundred sixty-six (1,526,666) class C shares, one million five hundred twenty-six thousand six hundred sixty-seven (1,526,667) class D shares, one million five hundred twenty-six thousand six hundred sixty-seven (1,526,667) class F shares, one million five hundred twenty-six thousand six hundred sixty-seven (1,526,667) class G shares, one million five hundred twenty-six thousand six hundred sixty-seven (1,526,667) class G shares, one million five hundred twenty-six thousand six hundred sixty-seven (1,526,667) class H shares and one million five hundred twenty-six thousand six hundred sixty-seven (1,526,667) class I shares, each with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) and having the rights and obligations set forth in articles of association following their restatement and subscription of the new issued shares by a contribution in cash.

4 Acknowledgement of the report of the board of directors of the Company with respect to the increase of the Company's authorized share capital and approval to increase the authorized share capital from its current amount of ten million Euro (EUR 10,000,000.-) to one hundred million Euro (EUR 100,000,000.-), consisting of one hundred million (100,000,000) shares, each share with a nominal value of one Euro (EUR 1.-).

Limitation of the authorisation to a period expiring no later than a term of five (5) years from the date of the publication of the present authorisation in the Luxembourg official gazette (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations).

Authorisation to the board of directors to issue such new shares without reserving to the existing shareholders any preferential subscription rights.

5 Full restatement of the articles of association of the Company.

6 Miscellaneous.

has requested the officiating notary to enact the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder of the Company resolves to create nine classes of shares ranging from class A to class I.

Second Resolution

The sole shareholder resolves to increase the Company's share capital by an amount of thirteen million seven hundred forty thousand Euro (EUR 13,740,000.-) from its current amount of seventy-one thousand Euro (EUR 71,000.-) to thirteen million eight hundred eleven thousand Euro (EUR 13,811,000.-).

Third Resolution

The sole shareholder resolves to issue one million five hundred twenty-six thousand six hundred sixty-six (1,526,666) class A shares, one million five hundred twenty-six thousand six hundred sixty-six (1,526,666) class B shares, one million five hundred twenty-six thousand six hundred sixty-six (1,526,666) class C shares, one million five hundred twenty-six thousand six hundred sixty-seven (1,526,667) class D shares, one million five hundred twenty-six thousand six hundred sixty-seven (1,526,667) class E shares, one million five hundred twenty-six thousand six hundred sixty-seven (1,526,667) class G shares, one million five hundred twenty-six thousand six hundred sixty-seven (1,526,667) class H shares and one million five hundred twenty-six thousand six hundred sixty-seven (1,526,667) class I shares, having a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each.



Subscription and Payment

The one million five hundred twenty-six thousand six hundred sixty-six (1,526,666) class A shares, one million five hundred twenty-six thousand six hundred sixty-six (1,526,666) class B shares, one million five hundred twenty-six thousand six hundred sixty-seven (1,526,667) class C shares, one million five hundred twenty-six thousand six hundred sixty-seven (1,526,667) class D shares, one million five hundred twenty-six thousand six hundred sixty-seven (1,526,667) class F shares, one million five hundred twenty-six thousand six hundred sixty-seven (1,526,667) class G shares, one million five hundred twenty-six thousand six hundred sixty-seven (1,526,667) class G shares, one million five hundred twenty-six thousand six hundred sixty-seven (1,526,667) class H shares and one million five hundred twenty-six thousand six hundred sixty-seven (1,526,667) class I shares, each with a nominal value of one Euro (EUR 1), have all been subscribed and fully paid up in cash by the sole shareholder of the Company, aforementioned, for an amount of thirteen million nine hundred seventeen thousand five hundred six Euro (EUR 13,917,506.-) of which an amount of one hundred seventy-seven thousand five hundred six Euro (EUR 177,506.-) is allocated to the share premium.

The amount of thirteen million nine hundred seventeen thousand five hundred six Euro (EUR 13,917,506.-) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Fourth resolution

The sole shareholder of the Company acknowledges the report of the board of directors of the Company with respect to the increase of the authorized capital and resolves to authorise the board of directors of the Company to issue, from time to time, as specified below, up to ninety million (90,000,000) new shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, hence increasing the authorised share capital, excluding the current issued share capital, of ninety million Euro (EUR 90,000,000.-) in accordance with the provisions of article 32 of the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended.

This authorisation shall be limited to a period expiring right after the closing of any public offering of the shares of the Company, and in any case no later than a term of five (5) years from the date of the publication of the present deed in the Luxembourg official gazette (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations).

Upon presentation of the justifying report of the board of directors, pursuant to article 32-3 (5) of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended, the extraordinary general meeting of the Company further resolves that the board of directors of the Company is authorised to issue such new shares without reserving to the existing shareholders any preferential subscription rights.

A copy of the above mentioned report of the board of directors of the Company shall remain attached to the present minutes.

Fifth resolution

The extraordinary general meeting of the Company resolves to fully restate the articles of association of the Company, so that the articles of association of the Company shall henceforth read as follows:

A. Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. Name-Legal Form. There exists a public limited company (société anonyme) under the name "Pentachem" (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by the present articles of association.

Art. 2. Purpose.

- 2.1 The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio.
- 2.2 The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.
- 2.3 The Company may raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.
- 2.5 The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes.

Art. 3. Duration.

- 3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.
- 3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.



Art. 4. Registered office.

- 4.1 The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.
- 4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the board of directors. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.
- 4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of directors.
- 4.4 In the event that the board of directors determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

B. Share capital - Shares

Art. 5. Share capital.

- 5.1 The Company's share capital is set at thirteen million eight hundred eleven thousand Euro (EUR 13,811,000.-) represented by thirteen million eight hundred eleven thousand (13,811,000) shares divided as follows:
 - seventy-one thousand (71,000) ordinary shares (the "Ordinary Shares"),
 - one million five hundred twenty-six thousand six hundred sixty-six (1,526,666) class A shares (the "Class A Shares"),
 - one million five hundred twenty-six thousand six hundred sixty-six (1,526,666) class B shares (the "Class B Shares"),
 - one million five hundred twenty-six thousand six hundred sixty-six (1,526,666) class C shares (the "Class C Shares"),
- one million five hundred twenty-six thousand six hundred sixty-seven (1,526,667) class D shares (the "Class D Shares"),
 - one million five hundred twenty-six thousand six hundred sixty-seven (1,526,667) class E shares (the "Class E Shares"),
 - one million five hundred twenty-six thousand six hundred sixty-seven (1,526,667) class F shares (the "Class F Shares"),
- one million five hundred twenty-six thousand six hundred sixty-seven (1,526,667) class G shares (the "Class G Shares"),
- one million five hundred twenty-six thousand six hundred sixty-seven (1,526,667) class H shares (the "Class H Shares"), and
 - one million five hundred twenty-six thousand six hundred sixty-seven (1,526,667) class I shares (the "Class I Shares") with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each.
 - 5.2 Shares of a specific class shall not be convertible into another class of shares.
- 5.3 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association or as set out in article 6 hereof.
- 5.4 Any new shares to be paid for in cash shall be offered by preference to the existing shareholder(s). In case of plurality of shareholders, such shares shall be offered to the shareholders in proportion to the number of shares held by them in the Company's share capital. The board of directors shall determine the period of time during which such preferential subscription right may be exercised and which may not be less than thirty (30) days from the date of dispatch of a registered letter sent to the shareholder(s) announcing the opening of the subscription period. The general meeting of shareholders may limit or suppress the preferential subscription right of the existing shareholder(s) in the manner required for an amendment of these articles of association. The board of directors may limit or suppress the preferential subscription right of the existing shareholder(s) in accordance with article 6 hereof.
 - 5.5 The Company may redeem its own shares subject to the provisions of the Law.
- 5.6 The share capital may be reduced through cancellation of shares including by cancellation of one or more entire class(es) through the repurchase and cancellation of all the shares in issue in such class.
- 5.7 In the case of repurchases and cancellations of classes of shares such cancellations and repurchases of shares shall be made in the reverse alphabetical order (starting with the Class I Shares).
- 5.8 In the event of a reduction of share capital through the repurchase and cancellation of one or more share classes (i.e. class I to A shares), the holders of the repurchased and cancelled class(es) of shares shall receive from the company an amount equal to the Cancellation Value Per Share for each of the relevant class(es) held by them and cancelled.
- 5.9 In addition to the issued capital, there may be set up a share premium account to which any share premium paid on any share of the Company in addition to its nominal value is transferred. The amount of the share premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realized losses, to make distributions to the shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.
- 5.10 Upon the repurchase and cancellation of the shares of the relevant class, the Cancellation Value Per Share will become due and payable by the Company.



5.11 The Company may repurchase its shares as provided herein only to the extent otherwise permitted by law. For the purpose of this article 5:

"Available Amount" means total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) to which the shareholder of the relevant class of shares would have been entitled to dividend distributions according to the provisions of these articles of incorporation, increased by (i) any freely distributable reserves and (ii) as the case may be by the amount of the share premium (up to the amount of L) and legal reserve reduction relating to the class of shares to be cancelled but reduced by (i) any losses (included carried forward losses), (ii) any sums to be placed into undistributable reserve(s) pursuant to the requirements of law or of these articles of incorporation, each time as set out in the relevant interim accounts and (iii) any accrued and unpaid dividends to the extent those have not already reduced the NP (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR + LD)$$

whereby:

AA = Available Amount;

NP = net profits (including carried forward profits and share premium);

P = any freely distributable reserves;

CR = the amount of the share premium reduction and legal reserve reduction relating to the class of shares to be cancelled;

L = losses (including carried forward losses);

LR = any sums to be placed into undistributable reserve(s) pursuant to the requirements of law or of these articles of incorporation of the company;

LD = any accrued and unpaid dividends to the extent those have not already reduced the NP

"Cancellation Value Per Share" means the amount calculated by dividing the Total Cancellation Amount by the number of shares in issue in the class of shares to be repurchased and cancelled.

"Total Cancellation Amount" means the amount determined by the board of directors on the basis of the relevant interim accounts of the Company as of a date not earlier than eight (8) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant class of shares. The Total Cancellation Amount for each class of shares shall be the Available Amount of the relevant class at the time of the cancellation of the relevant class unless otherwise resolved by the board of directors provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount. The board of directors can choose to include or exclude in its determination of the Total Cancellation Amount, the freely distributable share premium either in part or in totality.

Art. 6. Authorised capital.

- 6.1 The authorised capital, excluding the share capital, is set at one hundred million euro (EUR 100,000,000.-), consisting of one hundred million (100,000,000) shares divided as follows:
 - (i) thirty-one thousand (31,000) Ordinary Shares;
 - (ii) eleven million one hundred seven thousand six hundred sixty-six (11,107,666) Class A Shares;
 - (iii) eleven million one hundred seven thousand six hundred sixty-six (11,107,666) Class B Shares;
 - (iv) eleven million one hundred seven thousand six hundred sixty-six (11,107,666) Class C Shares;
 - (v) eleven million one hundred seven thousand six hundred sixty-seven (11,107,667) Class D Shares;
 - (vi) eleven million one hundred seven thousand six hundred sixty-seven (11,107,667) Class E Shares;
 - (vii) eleven million one hundred seven thousand six hundred sixty-seven (11,107,667) Class F Shares;
 - (viii) eleven million one hundred seven thousand six hundred sixty-seven (11,107,667) Class G Shares;
 - (ix) eleven million one hundred seven thousand six hundred sixty-seven (11,107,667) Class H Shares; and
 - (x) eleven million one hundred seven thousand six hundred sixty-seven (11,107,667) Class I Shares, with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each.
- 6.2 During a period of time of five (5) years from the date of the publication of these articles of association or, as the case may be, of the resolution to renew or to increase the authorised capital pursuant to this article, the board of directors is hereby authorised to issue shares, to grant options to subscribe for shares and to issue any other instruments convertible into shares within the limits of the authorised capital to such persons and on such terms as they shall see fit and specifically to proceed to such issue without reserving a preferential right to subscribe to the shares issued for the existing shareholders. Such authorisation may be renewed through a resolution of the general meeting of the shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association, each time for a period not exceeding five (5) years.
- 6.3 The authorised capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for amendments of these articles of association.

Art. 7. Shares.

7.1 The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same nominal value.



- 7.2 The shares of the Company are in registered form only.
- 7.3 The Company may have one or several shareholders.
- 7.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 8. Register of shares - Transfer of shares.

- 8.1 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Ownership of shares is established by registration in said share register. Certificates of such registration shall be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.
- 8.3 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.
 - 8.4 The shares are freely transferable in accordance with the provisions of the law.
- 8.5 Any transfer of registered shares shall become effective towards the Company and third parties either (i) through the recording of a declaration of transfer into the register of shares, signed and dated by the transferor and the transferee or their representatives, and (ii) upon notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company.

C. General meetings of shareholders

Art. 9. Powers of the general meeting of shareholders.

- 9.1 The shareholders exercise their collective rights in the general meeting of shareholders. Any regularly constituted general meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by the Law and by these articles of association.
- 9.2 If the Company has only one shareholder, any reference made herein to the "general meeting of shareholders" shall be construed as a reference to the "sole shareholder", depending on the context and as applicable and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

Art. 10. Convening of general meetings of shareholders.

- 10.1 The general meeting of shareholders of the Company may at any time be convened by the board of directors or, as the case may be, by the internal auditor(s).
- 10.2 It must be convened by the board of directors or the internal auditor(s) upon written request of one or several shareholders representing at least ten percent (10%) of the Company's share capital. In such case, the general meeting of shareholders shall be held within a period of one (1) month from the receipt of such request.
- 10.3 The convening notice for every general meeting of shareholders shall contain the date, time, place and agenda of the meeting and shall be made through announcements published twice, with a minimum interval of eight (8) days, and eight (8) days before the meeting, in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations and in a Luxembourg newspaper. Notices by mail shall be sent eight (8) days before the meeting to the registered shareholders, but no proof that this formality has been complied with need be given. Where all the shares are in registered form, the convening notices may be made by registered letter only and shall be dispatched to each shareholder by registered mail at least eight (8) days before the date scheduled for the meeting.
- 10.4 If all of the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived any convening requirements, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 11. Conduct of general meetings of shareholders.

- 11.1 The annual general meeting of shareholders shall be held in Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place in Luxembourg as may be specified in the convening notice of such meeting, on the second Wednesday in June of each year at 5 p.m. If such day is a legal holiday, the annual general meeting shall be held on the next following business day. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices.
- 11.2 A board of the meeting shall be formed at any general meeting of shareholders, composed of a chairman, a secretary and a scrutineer who need neither be shareholders nor members of the board of directors. The board of the meeting shall especially ensure that the meeting is held in accordance with applicable rules and, in particular, in compliance with the rules in relation to convening, majority requirements, vote tallying and representation of shareholders.
 - 11.3 An attendance list must be kept at all general meetings of shareholders.
- 11.4 A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. One person may represent several or even all shareholders.



- 11.5 Shareholders taking part in a meeting by conference call, through video conference or by any other means of communication allowing their identification and allowing that all persons taking part in the meeting hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation of all such persons in the meeting, are deemed to be present for the computation of the quorums and votes, subject to such means of communication being made available at the place of the meeting.
- 11.6 Each shareholder may vote at a general meeting through a signed voting form sent by post, electronic mail, facsimile or any other means of communication to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The shareholders may only use voting forms provided by the Company which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposals submitted to the shareholders, as well as for each proposal three boxes allowing the shareholder to vote in favour thereof, against, or abstain from voting by ticking the appropriate box.
- 11.7 Voting forms which, for a proposed resolution, do not show only (i) a vote in favour or (ii) a vote against the proposed resolution or (iii) an abstention are void with respect to such resolution. The Company shall only take into account voting forms received prior to the general meeting to which they relate.
- 11.8 The board of directors may determine further conditions that must be fulfilled by the shareholders for them to take part in any general meeting of shareholders.

Art. 12. Quorum and vote.

- 12.1 Each share entitles to one vote in general meetings of shareholders.
- 12.2 Except as otherwise required by the Law or these articles of association, resolutions at a general meeting of shareholders duly convened shall not require any presence quorum and shall be adopted at a simple majority of the votes validly cast regardless of the portion of capital represented. Abstentions and nil votes shall not be taken into account.
- Art. 13. Amendments of the articles of association. Except as otherwise provided herein, these articles of association may be amended by a majority of at least two thirds of the votes validly cast at a general meeting at which a quorum of more than half of the Company's share capital is present or represented. If no quorum is reached in a meeting, a second meeting may be convened in accordance with the Law and these articles of association which may deliberate regardless of the quorum and at which resolutions are taken at a majority of at least two thirds of the votes validly cast. Abstentions and nil votes shall not be taken into account.
 - Art.14. Change of nationality. The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.
- **Art. 15. Adjournment of general meeting of shareholders.** Subject to the provisions of the Law, the board of directors may adjourn any general meeting of shareholders being in progress for four (4) weeks. The board of directors shall do so at the request of shareholders representing at least twenty percent (20%) of the share capital of the Company. In the event of an adjournment, any resolution already adopted by the general meeting of shareholders shall be cancelled.

Art. 16. Minutes of general meetings of shareholders.

- 16.1 The board of any general meeting of shareholders shall draw up minutes of the meeting which shall be signed by the members of the board of the meeting as well as by any shareholder upon its request.
- 16.2 Any copy and excerpt of such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party, shall be certified as a true copy of the original by the notary having had custody of the original deed, in case the meeting has been recorded in a notarial deed, or shall be signed by the chairman of the board of directors or by any two of its members.

D. Management

Art. 17. Composition and powers of the board of directors.

- 17.1 The Company shall be managed by a board of directors composed of at least three (3) members. However, where the Company has been incorporated by a single shareholder or where it appears at a shareholders' meeting that all the shares issued by the Company are held by a sole shareholder, the Company may be managed by a sole director until the next general meeting of shareholders following the increase of the number of shareholders. In such case, to the extent applicable and where the term "sole director" is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the "board of directors" used in these articles of association is to be construed as a reference to the "sole director".
- 17.2 The board of directors is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfill the Company's corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

Art. 18. Daily management.

- 18.1 The daily management of the Company as well as the representation of the Company in relation with such daily management may, in accordance with article 60 of the Law, be delegated to one or more directors, officers or other agents, acting individually or jointly. Their appointment, removal and powers shall be determined by a resolution of the board of directors.
 - 18.2 The Company may also grant special powers by notarised proxy or private instrument.



Art. 19. Appointment, removal and term of office of directors.

- 19.1 The directors shall be appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office.
 - 19.2 The term of office of a director may not exceed six (6) years. Directors may be re-appointed for successive terms.
 - 19.3 Each director is appointed by the general meeting of shareholders at a simple majority of the votes validly cast.
- 19.4 Any director may be removed from office at any time with or without cause by the general meeting of shareholders at a simple majority of the votes validly cast.
- 19.5 If a legal entity is appointed as director of the Company, such legal entity must designate a private individual as permanent representative who shall perform this role in the name and on behalf of the legal entity. The relevant legal entity may only remove its permanent representative if it appoints a successor at the same time. An individual may only be a permanent representative of one (1) director of the Company and may not be a director of the Company at the same time.

Art. 20. Vacancy in the office of a director.

20.1 In the event of a vacancy in the office of a director because of death, legal incapacity, bankruptcy, resignation or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of the replaced director by the remaining directors until the next meeting of shareholders which shall resolve on the permanent appointment in compliance with the applicable legal provisions.

20.2 In case the vacancy occurs in the office of the Company's sole director, such vacancy must be filled without undue delay by the general meeting of shareholders.

Art. 21. Convening meetings of the board of directors.

- 21.1 The board of directors shall meet upon call by the chairman, or by any director. Meetings of the board of directors shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.
- 21.2 Written notice of any meeting of the board of directors must be given to directors twenty-four (24) hours at least in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each director in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of directors which has been communicated to all directors.
- 21.3 No prior notice shall be required in case all the members of the board of directors are present or represented at a board meeting and waive any convening requirements or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of directors.

Art. 22. Conduct of meetings of the board of directors.

- 22.1 The board of directors shall elect among its members a chairman. It may also choose a secretary who does not need to be a director and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors.
- 22.2 The chairman shall chair all meetings of the board of directors, but in his absence, the board of directors may appoint another director as chairman pro tempore by vote of the majority of directors present at any such meeting.
- 22.3 Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing another director as his proxy in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A director may represent one or more, but not all of the other directors.
- 22.4 Meetings of the board of directors may also be held by conference call or video conference or by any other means of communication allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. Participation in a meeting by these means is equivalent to participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.
- 22.5 The board of directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the directors are present or represented at a meeting of the board of directors.
- 22.6 Decisions shall be taken by a majority vote of the directors present or represented at such meeting. In the case of a tie, the chairman shall have a casting vote.
- 22.7 Save as otherwise provided by the Law, any director who has, directly or indirectly, an interest in a transaction submitted to the approval of the board of directors which conflicts with the Company's interest, must inform the board of directors of such conflict of interest and must have his declaration recorded in the minutes of the board meeting. The relevant director may not take part in the discussions on and may not vote on the relevant transaction. Any such conflict of interest must be reported to the next general meeting of shareholders prior to such meeting taking any resolution on any other item.
- 22.8 Where the Company comprises a single director, transactions made between the Company and the director having an interest conflicting with that of the Company is only mentioned in the resolution of the sole director.
- 22.9 The conflict of interest rules shall not apply where the decision of the board of directors or the sole director relates to current operations entered into under normal conditions.



22.10 The board of directors may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each director may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

Art. 23. Minutes of the meeting of the board of directors - Minutes of the decisions of the sole director.

- 23.1 The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore, or by any two (2) directors. Copies or excerpts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman or by any two (2) directors.
- 23.2 Decisions of the sole director shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole director. Copies or excerpts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the sole director.

Art. 24. Dealing with third parties.

- 24.1 The Company shall be bound towards third parties in all circumstances by (i) the signature of the sole director, or, if the Company has several directors, by the joint signature of any two (2) directors or by (ii) the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such power may have been delegated by the board of directors within the limits of such delegation.
- 24.2 Within the limits of the daily management, the Company shall be bound towards third parties by the signature of any person(s) to whom such power may have been delegated, acting individually or jointly in accordance within the limits of such delegation.

E. Audit and supervision

Art. 25. Auditor(s).

- 25.1 The operations of the Company shall be supervised by one or several internal auditors (commissaire(s)). The general meeting of shareholders shall appoint the internal auditor(s) and shall determine their term of office, which may not exceed six (6) years.
- 25.2 An internal auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.
- 25.3 The internal auditors have an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.
- 25.4 If the general meeting of shareholders of the Company appoints one or more independent auditor(s) (réviseur (s) d'entreprises agréé(s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of internal auditor(s) is suppressed.
- 25.5 An independent auditor may only be removed by the general meeting of shareholders with cause or with his approval.

F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends

Art. 26. Financial year. The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

Art. 27. Annual accounts and allocation of profits.

- 27.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of directors draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.
- 27.2 Of the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.
- 27.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees to such allocation.
- 27.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.
- 27.5 In any year in which the company resolves to make distributions, drawn from net profits and from available reserves derived from retained earnings, including any share premium, the amount allocated to this effect shall be distributed in the following order of priority:
- first, the holders of Ordinary Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an aggregate amount of [five hundred Euro (EUR 500)] distributed to them on a pro rata basis of the number of Ordinary Shares held by them, then
- the holders of Class A Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point ten per cent (0.10%) of the nominal value of the Class A Shares held by them, then,



- the holders of Class B Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point eleven per cent (0.11%) of the nominal value of the Class B Shares held by them, then,
- the holders of Class C Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point twelve per cent (0.12%) of the nominal value of the Class C Shares held by them, then,
- the holders of Class D Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point twelve per cent (0.13%) of the nominal value of the Class D Shares held by them, then,
- the holders of Class E Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point fourteen per cent (0.14%) of the nominal value of the Class E Shares held by them, then,
- the holders of Class F Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point fifteen per cent (0.15%) of the nominal value of the Class F Shares held by them, then
- the holders of Class G Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point sixteen per cent (0.16%) of the nominal value of the Class G Shares held by them, then
- the holders of Class H Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point seventeen per cent (0.17%) of the nominal value of the Class H Shares held by them, and then
 - the holders of Class I Shares shall be entitled to receive the remainder of any dividend distribution.

Should the whole last outstanding class of shares (by reverse alphabetical order, e.g. initially Class I Shares) have been cancelled following its redemption, repurchase or otherwise at the time of the distribution, the remainder of any dividend distribution shall then be allocated to the preceding last outstanding class of shares in the reverse alphabetical order (e.g. after the first cancellation, Class H Shares).

27.6 Distributions shall be made in accordance with article 27.5 and in proportion to the number of shares held by the shareholders in the Company.

Art. 28. Interim dividends - Share premium and assimilated premiums.

- 28.1 The board of directors may proceed to the payment of interim dividends subject to the provisions of the Law and in accordance with article 27 of these articles of association.
- 28.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the share-holders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

G. Liquidation

Art. 29. Liquidation.

29.1 In the event of dissolution of the Company in accordance with article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

29.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed shall be distributed to the shareholders to the extent and in consideration of such classes of Shares which are still in issue at the time of the liquidation, according to the rules set in article 27 of these articles of association.

H. Final clause - Governing law

Art. 30. Governing law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law.

Costs and Expenses

The costs, expenses, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of this deed are estimated at five thousand four hundred Euro (EUR 5,400.-).

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified in the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation; at the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le vingt-deuxième jour du mois de juillet,

Par-devant nous Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Diekrich, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:



AXA LBO FUND V CORE FPCI, un fonds professionnel de capital investissement, représenté par ARDIAN France, une société régie par la loi française, ayant son siège social au 20, place Vendôme, 75001 Paris, France, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 403 201 882 RCS Paris,

dûment représentée par Jennifer Ferrand, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 21 juillet 2014,

étant l'actionnaire unique de Pentachem, une société anonyme constituée et existante selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 24, avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B187.495 (la «Société»), constituée selon acte reçu le 28 mai 2014 par Maître Edouard Delosch, mentionné ci-dessus, et pas encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. Les statuts n'ont pas été modifiés depuis.

Ladite procuration, paraphée ne varietur par le mandataire du comparant et le notaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

Le comparant, représenté comme indiqué ci-dessus, représentant l'intégralité du capital social, a reconnu avoir été pleinement informé des résolutions à intervenir sur base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

- 1 Création de neuf classes d'actions allant de la classe A à la classe I.
- 2 Augmentation du capital social de la Société d'un montant de treize millions sept cent quarante mille euros (EUR 13.740.000,-) de son montant actuel de soixante-et-onze mille Euros (EUR 71.000,-) à treize millions huit cent onze mille euros (EUR 13.811.000,-).
- 3 Emission de un million cinq cent vingt-six mille six cent soixante-six (1.526.666) actions de classe A, un million cinq cent vingt-six mille six cent soixante-six (1.526.666) actions de classe B, un million cinq cent vingt-six mille six cent soixante-sept (1.526.667) actions de classe D, un million cinq cent vingt-six mille six cent soixante-sept (1.526.667) actions de classe E, un million cinq cent vingt-six mille six cent soixante-sept (1.526.667) actions de classe E, un million cinq cent vingt-six mille six cent soixante-sept (1.526.667) actions de classe G, un million cinq cent vingt-six mille six cent soixante-sept (1.526.667) actions de classe H et un million cinq cent vingt-six mille six cent soixante-sept (1.526.667) actions de classe I, ayant une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune et ayant les droits et obligations tel qu'il est prévu dans les statuts de la Société après leur refonte et souscription des actions nouvellement émises par un apport en numéraire.
- 4 Prise de connaissance du rapport du conseil d'administration en ce qui concerne l'augmentation du capital autorisé avec suppression du droit préférentiel de souscription et décision d'augmenter le capital autorisé de son montant actuel de dix millions euros (EUR 10.000.000,-) à cent millions euros (EUR 100.000.000), consistant en cent millions (100.000.000) actions, chacune avec une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-).

Limitation de l'autorisation à une durée expirant après une période maximum de cinq (5) ans à compter de la date de publication de la présente autorisation au Mémorial C, Receuil des Sociétés et Associations.

Autorisation au conseil d'administration d'émettre ces nouvelles actions sans octroyer des droits de souscription préférentiels aux actionnaires actuels.

- 5 Refonte complète des statuts de la Société.
- 6 Divers.
- a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'actionnaire unique de la Société décide de créer neuf classes d'actions allant de la classe A à la classe I.

Deuxième résolution

L'actionnaire unique de la Société décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de treize millions sept cent quarante mille euros (EUR 13.740.000,-) de son montant actuel de soixante-et-onze mille Euros (EUR 71.000,-) au montant de treize millions huit cent onze mille euros (EUR 13.811.000,-).

Troisième résolution

L'actionnaire unique de la Société décide d'émettre un million cinq cent vingt-six mille six cent soixante-six (1.526.666) actions de classe A, un million cinq cent vingt-six mille six cent soixante-six (1.526.666) actions de classe B, un million cinq cent vingt-six mille six cent soixante-six (1.526.666) actions de classe C, un million cinq cent vingt-six mille six cent soixante-sept (1.526.667) actions de classe D, un million cinq cent vingt-six mille six cent soixante-sept (1.526.667) actions de classe E, un million cinq cent vingt-six mille six cent soixante-sept (1.526.667) actions de classe F, un million cinq cent vingt-six mille six cent soixante-sept (1.526.667) actions de classe H et un million cinq cent vingt-six mille six cent soixante-sept (1.526.667) actions de classe I, ayant une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune.



Souscription et Paiement

Les un million cinq cent vingt-six mille six cent soixante-six (1.526.666) actions de classe A, un million cinq cent vingt-six mille six cent soixante-six (1.526.666) actions de classe B, un million cinq cent vingt-six mille six cent soixante-six (1.526.666) actions de classe C, un million cinq cent vingt-six mille six cent soixante-sept (1.526.667) actions de classe D, un million cinq cent vingt-six mille six cent soixante-sept (1.526.667) actions de classe E, un million cinq cent vingt-six mille six cent soixante-sept (1.526.667) actions de classe F, un million cinq cent vingt-six mille six cent soixante-sept (1.526.667) actions de classe H et un million cinq cent vingt-six mille six cent soixante-sept (1.526.667) actions de classe I, ayant une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune nouvellement émises sont entièrement souscrites et intégralement libérées par l'actionnaire unique de la Société par un apport en numéraire d'un montant de treize millions neuf cent dix-sept mille cinq cent six euros (EUR 13.917.506,-) consistant en treize millions sept cent quarante mille euros (EUR 13.740.000,-) pour le capital social et en cent soixante-dix-sept mille cinq cent six euros (EUR 177.506,-) pour la prime d'émission.

L'apport global d'un montant de treize millions neuf cent dix-sept mille cinq cent six euros (EUR 13.917.506,-) est maintenant à la disposition de la Société ainsi qu'il l'a été justifié au notaire soussigné.

Quatrième résolution

L'actionnaire unique de la Société prend connaissance du rapport du conseil d'administration de la Société par rapport à l'augmentation du capital autorisé et décide d'autoriser le conseil d'administration de la Société à émettre le moment venu, comme spécifié ci-dessous jusqu'à quatre-vingt-dix millions (90.000.000) actions nouvelles ayant une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-), augmentant ainsi le capital social autorisé, excluant l'actuel capital social émis, de quatre-vingt-dix millions Euros (EUR 90.000.000,-) conformément à l'article 32 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Cette autorisation est limitée à une durée expirant immédiatement après la clôture de toute offre publique des actions de la société et en tout cas durant une période maximum de cinq (5) ans à compter de la publication du présent acte dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Association du Luxembourg.

Sur présentation du rapport justificatif du conseil d'administration, conformément à l'article 32-3 (5) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, l'assemblée générale décide en outre que le conseil d'administration est autorisé à émettre ces nouvelles actions sans réserver de droits préférentiels de souscription aux actionnaires existants.

Une copie du rapport du conseil d'administration de la Société, mentionné ci-dessus restera annexé à ce procès-verbal.

Cinquième résolution

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société décide de procéder à une refonte complète des statuts de la Société, de manière à ce qu'ils aient la teneur suivante:

A. Dénomination - Objet - Durée - Siège social

Art. 1 er . **Dénomination - Forme.** Il existe une société anonyme sous la dénomination «Pentachem» (ci-après la «Société») qui sera régie par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. Objet.

- 2.1 La Société a pour objet la détention de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères et de toute autre forme de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, de même que le transfert par vente, échange ou de toute autre manière de valeurs mobilières de tout type, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et la mise en valeur de son portefeuille.
- 2.2 La Société peut également garantir, accorder des sûretés, accorder des prêts ou assister de toute autre manière des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou un droit de quelque nature que ce soit ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.
- 2.3 La Société peut lever des fonds, notamment en faisant des emprunts sous toute forme ou en émettant toute sorte d'obligations, de titres ou d'instruments de dettes, d'obligations garanties ou non garanties, et d'une manière générale en émettant des valeurs mobilières de tout type.
- 2.5 La Société pourra exercer toute activité de nature commerciale, industrielle, financière, immobilière ou de propriété intellectuelle qu'elle estime utile pour l'accomplissement de ces objets.

Art. 3. Durée.

- 3.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.
- 3.2 Elle pourra être dissoute à tout moment et sans cause par une décision de l'assemblée générale des actionnaires, prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts.

Art. 4. Siège social.

4.1 Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.



- 4.2 Le siège social pourra être transféré au sein de la même commune par décision du conseil d'administration. Il pourra être transféré dans toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée générale des actionnaires, prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts.
- 4.3 Des succursales ou bureaux peuvent être créés, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, par décision du conseil d'administration.
- 4.4 Dans l'hypothèse où le conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social ou des catastrophes naturelles se sont produits ou seraient imminents, de nature à interférer avec l'activité normale de la Société à son siège social, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances exceptionnelles; ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.

B. Capital social - Actions

Art. 5. Capital social.

- 5.1 Le capital social de la Société est fixé à treize millions huit cent onze mille euros (EUR 13.811.000,-), représenté par treize millions huit cent onze mille (13.811.000) actions divisées comme suit:
 - soixante-et-onze mille (71.000) actions ordinaires (les «Actions Ordinaires»),
 - un million cinq cent vingt-six mille six cent soixante-six (1.526.666) actions de classe A («Actions de Classe A»),
 - un million cinq cent vingt-six mille six cent soixante-six (1.526.666) actions de classe B («Actions de Classe B»),
 - un million cinq cent vingt-six mille six cent soixante-six (1.526.666) actions de classe C («Actions de Classe C»),
 - un million cinq cent vingt-six mille six cent soixante-sept (1.526.667) actions de classe D («Actions de Classe D»),
 - un million cinq cent vingt-six mille six cent soixante-sept (1.526.667) actions de classe E («Actions de Classe E»),
 - un million cinq cent vingt-six mille six cent soixante-sept (1.526.667) actions de classe F («Actions de Classe F»),
 - un million cinq cent vingt-six mille six cent soixante-sept (1.526.667) actions de classe G («Actions de Classe G»),
- un million cinq cent vingt-six mille six cent soixante-sept (1.526.667) actions de classe H («Actions de Classe H»), et
 - un million cinq cent vingt-six mille six cent soixante-sept (1.526.667) actions de classe I («Actions de Classe I»), ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune.
 - 5.2 Les actions d'une classe ne sont pas convertibles en des actions d'une autre classe.
- 5.3 Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale des actionnaires de la Société, adoptée selon les modalités requises pour la modification des présents statuts ou dans les conditions prévues par l'article 6.
- 5.4 Toutes nouvelles actions à libérer en numéraire doivent être offertes par préférence à (aux) (l')actionnaire(s) existant(s) en proportion du nombre d'actions qu'ils détiennent dans le capital social de la Société. Le conseil d'administration doit déterminer la période au cours de laquelle ce droit préférentiel de souscription pourra être exercé, qui ne peut être inférieure à trente (30) jours à compter de l'envoi à chaque actionnaire d'une lettre recommandée annonçant l'ouverture de la période de souscription. L'assemblée générale des actionnaires peut restreindre ou supprimer le droit préférentiel de souscription de (des) (l')actionnaire(s) existant(s) conformément aux dispositions applicables en matière de modification des statuts. Le conseil d'administration peut restreindre ou supprimer le droit préférentiel de souscription de (des) (l')actionnaire(s) existant(s) conformément aux disposition de l'article 6 des présentes.
 - 5.5 La Société peut racheter ses propres actions dans les conditions prévues par la Loi.
- 5.6 Le capital social de la Société peut être réduit par le biais d'une annulation des actions, y compris par annulation d'une ou plusieurs classe(s) par le rachat ou l'annulation de toutes les actions émises dans cette classe (ou sous-classe).
- 5.7 En cas de rachat ou d'annulation de classes d'actions, ces annulations et rachats d'actions doit être réalisé dans l'ordre inverse de l'ordre alphabétique (en commençant par les Actions de Classe I).
- 5.8 Dans le cas d'une réduction de capital social par le biais d'un rachat ou d'une annulation d'une ou plusieurs classe (s) (c'est-à-dire Classe I à Classe A), les détenteurs de cette/ces classe(s) d'actions auront droit à un montant équivalent à la Valeur d'Annulation par Action pour chaque classe(s) détenue(s) par eux et annulée(s).
- 5.9 Outre le capital social émis, il peut être constitué un compte de prime d'émission auquel toute prime payée sur toute action de la Société en surplus de sa valeur nominale est transférée. Le montant du compte de prime d'émission peut être utilisé pour le paiement de toute action que la Société souhaite racheter à son (ses) actionnaire (s), pour compenser toute perte nette, pour réaliser des distributions à (aux) (l') actionnaire (s) dans la forme d'une distribution de dividende ou pour allouer des fonds à la réserve légale.
- 5.10 Suite au rachat et annulation des actions des classes concernées, la Valeur d'Annulation par Action sera due et payable par la Société.
- 5.11 La Société peut racheter ses parts sociales comme disposé dans les présents statuts, seulement dans la mesure permise par la loi.

Aux fins du présent article 5:



"Montant Disponible" signifie le montant total des bénéfices nets de la Société (y compris les bénéfices reportés) qui auraient donné lieu à une distribution de dividendes aux actionnaires, aux conditions fixées par les présents statuts, augmenté par (i) toute réserve librement distribuable et (ii) le cas échéant augmenté du montant de la prime d'émission (jusqu'au montant L) et de la réserve légale en relation avec la classe d'actions devant être annulées, mais réduit par (i) toute perte (y compris les pertes reportées), (ii) toutes sommes devant être allouées à (aux) (la) réserve(s) non distribuable(s) suivant les provisions légales ou statutaires, figurant à chaque fois dans les comptes intérimaires et (iii) tout dividende accumulé et non payé dans la mesure où celui-ci n'a pas encore réduit les NP (sans, pour dissiper tout doute, double comptage) de telle sorte que:

AA = (NP + P + CR) - (L + LR + LD)

Où:

AA = Montant Disponible.

NP = Bénéfices Nets (y compris bénéfices nets reportés et prime d'émission).

P = toute réserve librement distribuable.

CR = le montant de la réduction de la prime d'émission et la réduction de la réserve légale relative à la classe d'actions devant être annulée.

L = pertes (y compris les pertes reportées).

LD = tous dividendes accumulés et non payés dans la mesure où ceux-ci n'ont pas encore réduit les NP.

LR = toutes sommes à allouer aux réserves non distribuable(s) suivant les dispositions légales ou statutaires.

"Montant Total d'Annulation" signifie le montant déterminé par le conseil d'administration sur base des comptes intérimaires de la Société qui ne peut être antérieure à huit (8) jours avant la date du rachat ou de l'annulation des actions concernées. Le Montant Total d'Annulation pour chaque classe d'actions doit être le Montant Disponible pour la classe d'actions concernée, sauf si le conseil d'administration, sans toutefois que le Montant total d'Annulation ne puisse jamais être plus élevé que ce Montant Disponible. Le conseil d'administration peut choisir d'inclure ou d'exclure dans la fixation du Montant Total d'Annulation, la prime d'émission librement distribuable soit en entier soit en partie.

"Valeur d'Annulation par Action" sera calculée par la division du Montant Total d'Annulation par le nombre d'actions émises dans la classe d'actions devant être annulée.»

Art. 6. Capital autorisé.

6.1 Le capital autorisé, excluant le capital social, est fixé à un montant de cent millions euros (EUR 100.000.000,-), représenté par cent millions (100.000.000) actions divisées en:

i. trente et un mille (31.000) Actions Ordinaires;

ii. onze millions cent sept mille six cent soixante-six (11.107.666) Actions de Classe A;

iii. onze millions cent sept mille six cent soixante-six (11.107.666) Actions de Classe B;

iv. onze millions cent sept mille six cent soixante-six (11.107.666) Actions de Classe C;

v. onze millions cent sept mille six cent soixante-sept (11.107.667) Actions de Classe D;

vi. onze millions cent sept mille six cent soixante-sept (11.107.667) Actions de Classe E;

vii. onze millions cent sept mille six cent soixante-sept (11.107.667) Actions de Classe F;

viii. onze millions cent sept mille six cent soixante-sept (11.107.667) Actions de Classe G;

ix. onze millions cent sept mille six cent soixante-sept (11.107.667) Actions de Classe H; et

x. onze millions cent sept mille six cent soixante-sept (11.107.667) Actions de Classe I.

avec une valeur nominale de un euro (EUR 1.-) chacune.

- 6.2 Pendant une période de cinq (5) ans à compter de la date de publication des présents statuts ou, le cas échéant, de la décision de renouveler ou d'augmenter le capital autorisé conformément à cet article, le conseil d'administration est autorisé à émettre des actions, à attribuer des bons de souscription d'actions et à émettre tout autre type d'instrument convertible en actions dans les limites du capital autorisé au profit des personnes et aux conditions qu'il estimera opportunes lui permettant notamment de procéder à cette émission sans qu'un droit préférentiel de souscription aux actions [nouvellement] émises ne soit réservé aux actionnaires existants. Cette autorisation pourra être renouvelée par une décision de l'assemblée générale des actionnaires, prise aux conditions requises pour la modification des statuts, à chaque fois pour une période ne pouvant excéder une durée de cinq (5) ans.
- 6.3 Le capital autorisé de la Société pourra être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale des actionnaires, prise aux conditions requises pour la modification des statuts.

Art. 7. Actions.

- 7.1 Le capital social de la Société est divisé en actions ayant chacune la même valeur nominale.
- 7.2 Les actions de la Société sont uniquement nominatives.
- 7.3 La Société peut avoir un ou plusieurs actionnaires.
- 7.4 Le décès, la suspension des droits civils, la dissolution, la liquidation, la faillite ou l'insolvabilité ou tout autre événement similaire concernant un actionnaire n'entraîne pas la dissolution de la Société.



Art. 8. Registre des actions - Transfert des actions.

- 8.1 Un registre des actions sera tenu au siège social de la Société, où il sera mis à disposition de chaque actionnaire pour consultation. Ce registre devra contenir toutes les informations requises par la Loi. Des certificats d'inscription seront émis sur demande et aux frais de l'actionnaire demandeur.
- 8.3 La Société ne reconnaît qu'un seul titulaire par action. Les copropriétaires indivis devront désigner un représentant unique qui les représentera vis-à-vis de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à cette action, jusqu'à ce qu'un tel représentant ait été désigné.
 - 8.4 Les actions sont librement cessibles dans les conditions prévues par la Loi.
- 8.5 Tout transfert d'actions nominatives deviendra opposable à la Société et aux tiers soit (i) sur inscription d'une déclaration de cession dans le registre des actionnaires, signée et datée par le cédant et le cessionnaire ou leurs représentants, et (ii) sur notification de la cession à la Société ou sur acceptation de la cession par la Société.

C. Assemblées générales d'actionnaires

Art. 9. Pouvoirs de l'assemblée générale des actionnaires. Les actionnaires exercent leurs droits collectifs en assemblée générale d'actionnaires. Toute assemblée générale d'actionnaires de la Société régulièrement constituée représente l'ensemble des actionnaires de la Société. L'assemblée générale des actionnaires est investie des pouvoirs qui lui sont expressément réservés par la Loi et par les présents statuts.

Si la Société a un actionnaire unique, toute référence faite à «l'assemblée générale des actionnaires» devra, selon le contexte et le cas échéant, être entendue comme une référence à «l'actionnaire unique», et les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires devront être exercés par l'actionnaire unique.

Art. 10. Convocation des assemblées générales d'actionnaires.

- 10.1 L'assemblée générale des actionnaires de la Société peut, à tout moment, être convoquée par le conseil d'administration ou, le cas échéant, par le(s) commissaire(s).
- 10.2 L'assemblée générale des actionnaires doit obligatoirement être convoquée par le conseil d'administration ou par le(s) commissaire(s) sur demande écrite d'un ou plusieurs actionnaires représentant au moins dix pour cent (10%) du capital social de la Société. En pareil cas, l'assemblée générale des actionnaires devra être tenue dans un délai d'un (1) mois à compter de la réception de cette demande.
- 10.3 Les convocations pour toute assemblée générale des actionnaires contiennent la date, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de l'assemblée et sont effectuées au moyen d'annonces insérées deux fois à huit jours d'intervalle au moins et huit jours avant l'assemblée, dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations et dans un journal luxembourgeois. Les convocations par lettre doivent être envoyées huit (8) jours avant l'assemblée générale aux actionnaires en nom, sans qu'il ne doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité. Lorsque toutes les actions émises par la Société sont des actions nominatives, les convocations peuvent être faites uniquement par lettre recommandée et devront être adressées à chaque actionnaire au moins huit (8) jours avant la date prévue pour l'assemblée générale des actionnaires.
- 10.4 Si tous les actionnaires sont présents ou représentés et ont renoncé à toute formalité de convocation, l'assemblée générale des actionnaires peut être tenue sans convocation préalable, ni publication.

Art. 11. Conduite des assemblées générales d'actionnaires.

- 11.1 L'assemblée générale annuelle des actionnaires doit être tenue à Luxembourg, au siège social de la Société ou à tout autre endroit au Luxembourg tel qu'indiqué dans la convocation, le deuxième mercredi du mois de juin de chaque année à 17:00 heures. Si la date indiquée est un jour férié, l'assemblée générale des actionnaires aura lieu le jour ouvrable suivant. Les autres assemblées générales d'actionnaires pourront se tenir à l'endroit et l'heure indiqués dans les convocations respectives.
- 11.2 Un bureau de l'assemblée doit être constitué à chaque assemblée générale d'actionnaires, composé d'un président, d'un secrétaire et d'un scrutateur, sans qu'il ne soit nécessaire que ces membres du bureau de l'assemblée soient actionnaires ou membres du conseil d'administration. Le bureau doit notamment s'assurer que l'assemblée est tenue en conformité avec les règles applicables et, en particulier, en conformité avec les règles relatives à la convocation, aux conditions de majorité, au partage des voix et à la représentation des actionnaires.
 - 11.3 Une liste de présence doit être tenue à toute assemblée générale d'actionnaires.
- 11.4 Un actionnaire peut participer à toute assemblée générale des actionnaires en désignant une autre personne comme son mandataire par écrit ou par télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication. Une personne peut représenter plusieurs ou même tous les actionnaires.
- 11.5 Les actionnaires qui prennent part a une assemblée par conférence téléphonique, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication permettant leur identification et permettant à toutes les personnes participant à l'assemblée de s'entendre mutuellement sans discontinuité, garantissant une participation effective à l'assemblée, sont réputés être présents pour le calcul du quorum et des voix, à condition que de tels moyens de communication soient disponibles sur les lieux de l'assemblée.
- 11.6 Chaque actionnaire peut voter à une assemblée générale des actionnaires au moyen d'un bulletin de vote signé, envoyé par courrier, courrier électronique, télécopie ou tout autre moyen de communication au siège social de la Société



ou à l'adresse indiquée dans la convocation. Les actionnaires ne peuvent utiliser que les bulletins de vote fournis par la Société qui indiquent au moins le lieu, la date et l'heure de l'assemblée, l'ordre du jour de l'assemblée, les résolutions soumises à l'assemblée, ainsi que pour chaque résolution, trois cases à cocher permettant à l'actionnaire de voter en faveur ou contre la résolution proposée, ou d'exprimer une abstention par rapport à chacune des résolutions proposées, en cochant la case appropriée.

11.7 Les bulletins de vote qui, pour une résolution proposée, n'indiquent pas uniquement (i) un vote en faveur ou (ii) contre la résolution proposée ou (iii) exprimant une abstention sont nuls au regard de cette résolution. La Société ne tiendra compte que des bulletins de vote reçus avant la tenue de l'assemblée générale des actionnaires à laquelle ils se rapportent.

11.8 Le conseil d'administration peut définir des conditions supplémentaires qui devront être remplies par les actionnaires afin qu'ils puissent prendre part à l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 12. Quorum et vote.

- 12.1 Chaque action donne droit à une voix en assemblée générale d'actionnaires.
- 12.2 Sauf disposition contraire de la Loi ou des statuts, les décisions prises en assemblée générale d'actionnaires dûment convoquées ne requièrent aucune condition de quorum et sont adoptées à la majorité simple des voix valablement exprimées quelle que soit la part du capital social représentée. Les abstentions et les votes blancs ou nuls ne sont pas pris en compte.
- **Art. 13. Modification des statuts.** Sauf disposition contraire, les présents statuts peuvent être modifiés à la majorité des deux-tiers des voix des actionnaires valablement exprimées lors d'une assemblée générale des actionnaires à laquelle plus de la moitié du capital social de la Société est présente ou représentée. Si le quorum n'est pas atteint à une assemblée, une seconde assemblée pourra être convoquée dans les conditions prévues par la Loi et les présents statuts qui pourra alors délibérer quel que soit le quorum et au cours de laquelle les décisions seront adoptées à la majorité des deux-tiers des voix valablement exprimées. Les abstentions et les votes blancs ou nuls ne sont pas pris en compte.
- **Art. 14. Changement de nationalité.** Les actionnaires ne peuvent changer la nationalité de la Société qu'avec le consentement unanime des actionnaires.
- Art. 15. Ajournement des assemblées générales des actionnaires. Dans les conditions prévues par la Loi, le conseil d'administration peut, ajourner séance tenante, une assemblée générale d'actionnaires à quatre (4) semaines. Le conseil d'administration peut prendre une telle décision à la demande des actionnaires représentant au moins vingt pour cent (20%) du capital social de la Société. Dans l'hypothèse d'un ajournement, toute décision déjà adoptée par l'assemblée générale des actionnaires sera annulée.

Art. 16. Procès-verbal des assemblées générales d'actionnaires.

- 16.1 Le bureau de toute assemblée générale des actionnaires doit dresser un procès-verbal de l'assemblée qui doit être signé par les membres du bureau de l'assemblée ainsi que par tout autre actionnaire à sa demande.
- 16.2 Toute copie ou extrait de ces procès-verbaux originaux, à produire dans le cadre de procédures judiciaires ou à remettre à tout tiers devra être certifié(e) conforme à l'original par le notaire dépositaire de l'acte original dans l'hypothèse où l'assemblée aurait été retranscrite dans un acte authentique, ou devra être signé par le président du conseil d'administration ou par deux membres du conseil d'administration.

D. Administration

Art. 17. Composition et pouvoirs du conseil d'administration.

- 17.1 La Société est gérée par un conseil d'administration composé d'au moins trois (3) membres. Cependant, lorsque la Société a été constituée par un actionnaire unique ou lorsqu'il apparaît, lors d'une assemblée générale d'actionnaires, que toutes les actions émises par une Société sont détenues par un actionnaire unique, la Société peut être gérée par un administrateur unique jusqu'à la prochaine assemblée générale d'actionnaires consécutive à l'augmentation du nombre d'actionnaires. Dans cette hypothèse, le cas échéant et lorsque l'expression «administrateur unique» n'est pas mentionnée expressément dans les présents statuts, une référence au «conseil d'administration» utilisée dans les présents statuts doit être entendue comme une référence à l'«administrateur unique».
- 17.2 Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société et pour prendre toute mesure nécessaire ou utile afin de réaliser l'objet social de la Société, à l'exception des pouvoirs réservés par la Loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 18. Gestion journalière.

- 18.1 La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en rapport avec une telle gestion journalière peut, en conformité avec l'article 60 de la Loi être déléguée à un ou plusieurs administrateurs, dirigeants ou mandataires, agissant individuellement ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs pouvoirs seront déterminés par une décision du conseil d'administration.
- 18.2 La Société peut également conférer des pouvoirs spéciaux au moyen d'une procuration authentique ou d'un acte sous seing privé.



Art. 19. Nomination, révocation et durée des mandats des administrateurs.

- 19.1 Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui détermine leur rémunération et la durée de leur mandat.
- 19.2 La durée du mandat d'un administrateur ne peut excéder six (6) ans. Les administrateurs peuvent faire l'objet de réélections successives.
- 19.3 Chaque administrateur est nommé à la majorité simple des voix valablement exprimées à une assemblée générale des actionnaires.
- 19.4 Chaque administrateur peut être révoqué de ses fonctions à tout moment et sans motif par l'assemblée générale des actionnaires à la majorité simple voix valablement exprimées.
- 19.5 Si une personne morale est nommée en tant qu'administrateur de la Société, cette personne morale doit désigner une personne physique en qualité de représentant permanent qui doit assurer cette fonction au nom et pour le compte de la personne morale. La personne morale peut révoquer son représentant permanent uniquement si elle nomme simultanément son successeur. Une personne physique peut uniquement être le représentant permanent d'un seul (1) administrateur de la Société et ne peut être simultanément administrateur de la Société.

Art. 20. Vacance d'un poste d'administrateur.

- 20.1 Dans l'hypothèse où un poste d'administrateur deviendrait vacant suite au décès, à l'incapacité juridique, à la faillite, à la retraite ou autre, cette vacance pourra être comblée à titre temporaire et pour une durée ne pouvant excéder le mandat initial de l'administrateur qui fait l'objet d'un remplacement par les administrateurs restants jusqu'à ce que la prochaine assemblée générale d'actionnaires, appelée à statuer sur la nomination permanente d'un nouvel administrateur en conformité avec les dispositions légales applicables.
- 20.2 Dans l'hypothèse où la vacance surviendrait alors que la Société est gérée que par un administrateur unique, cette vacance devra être comblée sans délai par l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 21. Convocation aux conseils d'administration.

- 21.1 Le conseil d'administration se réunit à la demande du président, ou de n'importe quel administrateur. Les réunions du conseil d'administration doivent être tenues au siège social de la Société sauf indication contraire dans la convocation.
- 21.2 Une convocation écrite à toute réunion du conseil d'administration doit être adressée aux administrateurs vingtquatre (24) heures au moins avant l'heure prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence devront être exposés dans la convocation. Cette convocation peut être omise si chaque administrateur y consent par écrit, par télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, une copie dudit document signé constituant une preuve suffisante d'un tel accord. Aucune convocation préalable ne sera exigée pour toute réunion du conseil d'administration dont l'heure et l'endroit auront été déterminés dans une décision précédente adoptée par le conseil d'administration et qui aura été communiquée à l'ensemble des membres du conseil d'administration.
- 21.3 Aucune convocation préalable n'est requise dans l'hypothèse où tous les membres du conseil d'administration sont présents ou représentés à une réunion du conseil d'administration et renonceraient à toute formalité de convocation ou dans l'hypothèse où des décisions écrites auraient été approuvées et signées par tous les membres du conseil d'administration.

Art. 22. Conduite des réunions du conseil d'administration.

- 22.1 Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président. Il peut également élire un secrétaire qui n'est pas nécessairement un administrateur et qui est chargé de la tenue du procès-verbal de chaque conseil d'administration.
- 22.2 Le président doit présider toute réunion du conseil d'administration, mais, en son absence, le conseil d'administration peut nommer un autre administrateur en qualité de président temporaire par une décision adoptée à la majorité des administrateurs présents.
- 22.3 Tout administrateur peut participer à toute réunion du conseil d'administration en désignant comme mandataire un autre membre du conseil d'administration par écrit, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen analogue de communication, la copie d'une telle désignation constituant une preuve suffisante d'un tel mandat.
- 22.4 Les réunions du conseil d'administration peuvent aussi être tenues par conférence téléphonique, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication autorisant les personnes participant à de telles réunions de s'entendre les unes les autres de manière continue et permettant une participation effective à ces réunions. La participation à une réunion par ces moyens équivaudra à une participation en personne et la réunion devra être considérée comme ayant été tenue au siège social de la Société.
- 22.5 Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer ou statuer que si la majorité au moins des administrateurs est présente ou représentée.
- 22.6 Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés. En cas de partage des voix, le président a une voix prépondérante.
- 22.7 Sauf disposition contraire de la Loi, tout administrateur qui a, directement ou indirectement, un intérêt dans une opération soumise à l'autorisation du conseil d'administration qui serait contraire aux intérêts de la Société, doit informer le conseil d'administration de ce conflit d'intérêts et cette déclaration doit être actée dans le procès-verbal du conseil



d'administration. L'administrateur concerné ne peut prendre part ni aux discussions relatives à cette opération, ni au vote y afférent. Ce conflit d'intérêts doit également faire l'objet d'une communication aux actionnaires, lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires, et avant toute prise de décision de l'assemblée générale des actionnaires sur tout autre point à l'ordre du jour.

- 22.8 Lorsque la Société ne comprend qu'un administrateur unique, les opérations conclues entre la Société et cet administrateur en situation de conflit d'intérêts avec la Société doivent simplement être mentionnées dans la décision de l'administrateur unique.
- 22.9 Les règles du conflit d'intérêts ne s'appliquent pas lorsque la décision du conseil d'administration ou de l'administrateur unique se rapporte à des opérations courantes, conclues à des conditions normales.
- 22.10 Le conseil d'administration peut, à l'unanimité, adopter des décisions par voie circulaire en exprimant son consentement par écrit, par télécopie, par courrier électronique ou par tout autre moyen analogue de communication. Les administrateurs peuvent exprimer leur consentement séparément, l'intégralité des consentements constituant une preuve de l'adoption des décisions. La date d'adoption de ces décisions sera la date de la dernière signature.

Art. 23. Procès-verbaux des réunions du conseil d'administration - procès-verbaux des décisions de l'administrateur unique.

- 23.1 Le procès-verbal de toute réunion du conseil d'administration doit être signé par le président du conseil d'administration, ou en son absence, par le président temporaire, ou par deux (2) administrateurs. Des copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou d'une autre manière devront être signés par le président du conseil d'administration ou par deux (2) administrateurs.
- 23.2 Les décisions de l'administrateur unique doivent être retranscrites dans des procès-verbaux qui doivent être signés par l'administrateur unique. Des copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou d'une autre manière devront être signés par l'administrateur unique.

Art. 24. Relations avec les tiers.

- 24.1 La Société est engagée à l'égard des tiers en toutes circonstances par (i) la signature de l'administrateur unique ou, si la société a plusieurs administrateurs, par la signature conjointe de deux (2) administrateurs ou par (ii) la signature unique ou les signatures conjointes de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) un tel pouvoir aura été délégué par le conseil d'administration dans les limites d'une telle délégation.
- 24.2 Dans les limites de la gestion journalière, la Société est engagée à l'égard des tiers par la signature de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) un tel pouvoir aura été délégué par le conseil d'administration, agissant individuellement ou conjointement dans les limites d'une telle délégation.

E. Audit et surveillance de la société

Art. 25. Commissaire.

- 25.1 Les opérations de la Société feront l'objet d'une surveillance par un ou plusieurs commissaires. L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires et déterminera la durée de leurs fonctions, qui ne pourra excéder six (6) ans.
- 25.2 Tout commissaire peut être révoqué à tout moment, sans préavis et sans motif, par l'assemblée générale des actionnaires.
- 25.3 Les commissaires ont un droit illimité de surveillance et de contrôle permanents sur toutes les opérations de la Société.
- 25.4 Si l'assemblée générale des actionnaires de la Société désigne un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés conformément à l'article 69 de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, telle que modifiée, l'obligation de nommer un (des) commissaire (s) est supprimée.
- 25.5 Le réviseur d'entreprises agréé peut être révoqué par l'assemblée générale des actionnaires uniquement pour juste motif ou avec son accord.

F. Exercice social - Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Acomptes sur dividendes

Art. 26. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente-et-un décembre de la même année.

Art. 27. Comptes annuels - Affectation des bénéfices.

- 27.1 Au terme de chaque exercice social, les comptes sont clôturés et le conseil d'administration dresse un inventaire de l'actif et du passif de la Société, le bilan et le compte de profits et pertes conformément à la Loi.
- 27.2 Sur les bénéfices annuels nets de la Société, cinq pour cent (5%) au moins seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire dès que et tant que le montant total de la réserve légale de la Société atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société.
- 27.3 Les sommes apportées à une réserve de la Société par un actionnaire peuvent également être affectées à la réserve légale, si l'actionnaire apporteur y consent.



- 27.4 En cas de réduction du capital social, la réserve légale de la Société pourra être réduite en proportion afin qu'elle n'excède pas dix pour cent (10%) du capital social.
- 21.5 L'année où la Société décide de faire des distributions, tirées des bénéfices nets et des réserves disponibles dérivé des gains retenus, y compris toute prime d'émission, le montant alloué à cet effet sera distribué dans l'ordre suivant de priorité:
- d'abord, les détenteurs des Actions Ordinaires auront droit à recevoir des dividendes distribués en respect dans une telle année d'un montant total égal à [cinq cents euro (EUR 500)] distribué au prorata de leur détention d'Actions Ordinaires, puis
- les détenteurs des Actions de Classe A auront droit à recevoir des dividendes distribués en respect dans une telle année d'un montant de zéro virgule dix pourcents (0.10%) de la valeur nominale des Actions de Classe A détenues par eux, puis
- les détenteurs des Actions de Classe B auront droit à recevoir des dividendes distribués en respect dans une telle année d'un montant de zéro virgule onze pourcents (0.11%) de la valeur nominale des Actions de Classe B détenues par eux. puis
- les détenteurs des Actions de Classe C auront droit à recevoir des dividendes distribués en respect dans une telle année d'un montant de zéro virgule douze pourcents (0.12%) de la valeur nominale des Actions de Classe C détenues par eux, puis
- les détenteurs des Actions de Classe D auront droit à recevoir des dividendes distribués en respect dans une telle année d'un montant de zéro virgule treize pourcents (0.13%) de la valeur nominale des Actions de Classe D détenues par eux, puis
- les détenteurs des Actions de Classe E auront droit à recevoir des dividendes distribués en respect dans une telle année d'un montant de zéro virgule quatorze pourcents (0.14%) de la valeur nominale des Actions de Classe E détenues par eux, puis
- les détenteurs des Actions de Classe F auront droit à recevoir des dividendes distribués en respect dans une telle année d'un montant de zéro virgule quinze pourcents (0.15%) de la valeur nominale des Actions de Classe F détenues par eux, puis
- les détenteurs des Actions de Classe G auront droit à recevoir des dividendes distribués en respect dans une telle année d'un montant de zéro virgule seize pourcents (0.16%) de la valeur nominale des Actions de Classe G détenues par eux, puis
- les détenteurs des Actions de Classe H auront droit à recevoir des dividendes distribués en respect dans une telle année d'un montant de zéro virgule dix-sept pourcents (0.17%) de la valeur nominale des Actions de Classe H détenues par eux, puis
 - les détenteurs des Actions de Classe I auront droit de recevoir le reste de la distribution de dividendes.
- Si l'entière dernière classe d'actions (en ordre alphabétique inverse, ex. d'abord les Actions de Classe I) a été annulée suite à sa liquidation, son rachat ou autre au moment de la distribution, le reste de la distribution des dividendes sera alors alloué à la précédente classe d'actions dans l'ordre alphabétique inverse (p.ex. après la première annulation, les Actions de Classe H).
- 27.6 Les distributions aux actionnaires seront effectuées en vertu de l'article 27.5 et en proportion du nombre d'actions que les actionnaires détiennent dans la Société.

Art. 28. Acomptes sur dividendes - Prime d'émission et primes assimilées.

- 28.1 Le conseil d'administration peut décider de distribuer des acomptes sur dividendes dans le respect des conditions prévues par la Loi et en vertu de l'article 27 des présents statuts.
- 28.2 Toute prime d'émission, prime assimilée ou autre réserve distribuable peut être librement distribuée aux actionnaires sous réserve des dispositions de la Loi et des présents statuts.

G. Liquidation

Art. 29. Liquidation.

- 29.1 En cas de dissolution de la Société, conformément à l'article 3.2 des présents statuts, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs nommés par l'assemblée générale des actionnaires ayant décidé la dissolution de la Société et qui fixera les pouvoirs et émoluments de chacun des liquidateurs. Sauf disposition contraire, les liquidateurs disposeront des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et du passif de la Société.
- 29.2 Le surplus résultant de la réalisation de l'actif et du passif sera réparti entre les le(s) actionnaires dans la mesure des catégories d'actions qui sont encore en émission au moment de la liquidation, conformément aux règles fixées par l'article 27 des présents statuts.

H. Disposition finale - Loi applicable

Art. 30. Loi applicable. Tout ce qui n'est pas régi par les présents statuts sera déterminé en conformité avec la Loi.



Frais et dépenses

Les dépenses, frais, rémunérations et charges incombant à la Société suite à cet acte sont estimés à cinq mille quatre cents Euro (EUR 5.400,-).

Dont acte, passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate, sur demande du comparant, que le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une traduction en français; à la demande du même comparant et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu au mandataire du comparant connu du notaire instrumentant par nom, prénom, et résidence, ledit mandataire du comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: J. FERRAND, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 23 juillet 2014. Relation: DIE/2014/9387. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé) pd: RECKEN.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 24 juillet 2014.

Référence de publication: 2014109811/1022.

(140130649) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2014.

Reckitt Benckiser S.àr.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3364 Leudelange, 1, rue de la Poudrerie.

R.C.S. Luxembourg B 78.502.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty first day of July

Before Maître Joseph ELVINGER, notary residing at Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held

an Extraordinary General Meeting of the shareholders of "Reckitt Benckiser SARL", "société à responsabilité limitée", having its registered office at L-1840 Luxembourg, 39 Boulevard Joseph II, incorporated by deed enacted on October 24 th, 2000 and whose articles of association have been amended for the last time on October 27 th, 2010, RCS Luxembourg, no B 78502.

The meeting is presided by Mrs. Catherine Dessoy, "avocat à la Cour", residing in L-1461 Luxembourg, 31, rue d'Eich.

The chairman appoints as secretary Michèle Lutgen and the meeting elects as scrutineer Nicole Reding

The chairman requests the notary to record that:

- I.- The shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list which will be signed and here annexed as well as the proxies and registered with the minutes.
- II.- As appears from the attendance list, all the shares, representing the whole capital of the corporation, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda.
 - III.- That the agenda of the meeting is the following:

Agenda

- 1.- Transfer of the registered office from Luxembourg to Leudelange with effective date as of July 10 th, 2014.
- 2.- Amendment of article 5, first paragraph of the Articles of Incorporation in order to reflect such action.

After the foregoing was approved by the meeting, the shareholders unanimously decide what follows:

First resolution:

The shareholders decide to transfer the registered office from L-1840 Luxembourg, 39 Boulevard Joseph II, to L-3364 Leudelange, 1 rue de la Poudrerie with effective date as of July 10 $^{\rm th}$, 2014.

Second resolution:

The meeting decides to amend article 5, first paragraph of the articles of association in order to give it the following content:

" Art. 5. The registered office of the company is established in Leudelange.

Costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the company, have been estimated at about EUR 500.-.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.



Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction française:

L'an deux mille quatorze, le vingt et un juillet

Par devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée «Reckitt Benckiser S.à.r.l.", ayant son siège social à L-1840 Luxembourg, 39, boulevard Joseph II, constituée suivant acte reçu du 24 octobre 2000 et dont les statuts ont été modifiés la dernière fois le 27 octobre 2010, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro 78502

La séance est présidée par Catherine Dessoy, avocat à la Cour, demeurant à L-1461 Luxembourg, 31, rue d'Eich,

La présidente désigne comme secrétaire Michèle Lutgen et l'assemblée choisit comme scrutateur Nicole Reding

La présidente prie le notaire d'acter que:

- I.- Les associés présents ou représentés et le nombre de parts qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, qui sera signée, ci-annexée ainsi que les procurations, le tout enregistré avec l'acte.
- II.- Il appert de la liste de présence que toutes les parts sociales, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée et que tous les actionnaires représentés reconnaissent avoir eu connaissance de l'ordre du jour avant la présente assemblée; il a pu donc être fait abstraction des convocations d'usage.
 - III.- La présente assemblée est dûment constituée et peut dès lors valablement délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- 1.- Transfert du siège social de la société de Luxembourg à Leudelange avec effet au 10 juillet 2014.
- 4.- Modification subséquente de l'article 5, alinéa 1 er des statuts.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, les associés décident ce qui suit à l'unanimité:

Première résolution:

L'assemblée décide de transférer le siège social de la société du L-1840 Luxembourg, 39 Boulevard Joseph II au L-3364 Leudelange, 1 rue de la Poudrerie avec effet au 10 juillet 2014.

Deuxième résolution:

L'assemblée décide de modifier l'article 5, 1 er alinéa des statuts en vue de lui donner la teneur suivante:

« Art. 5. Le siège social est établi à Leudelange»

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société, s'élève à environ EUR 500,-.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande des comparants le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Signé: C. DESSOY, M. LUTGEN, N. REDING, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 22 juillet 2014. Relation: LAC/2014/34355. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

Référence de publication: 2014109904/83.

(140131616) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2014.



R.S.S. S.A., Resource Shipping & Shipmanagement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 48.423.

EXTRAIT

Il ressort du procès-verbal de l'Assemblée Générale des actionnaires tenue à Luxembourg le 24 juillet 2014 que:

- Mr. Neil MEDLYN, Directeur de Sociétés, résidant professionnellement à 3 a, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, a été confirmé dans sa fonction d'Administrateur pour une période de 5 ans se terminant à l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2019.
- Mr. René DEMOULIN, Directeur Financier, résidant professionnellement à 3a, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, a été confirmé dans sa fonction d'Administrateur pour une période de 5 ans se terminant à l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2019.
- Mr. Paul BARKER, Expert Comptable, résidant professionnellement à 3a, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, a été confirmé dans sa fonction d'Administrateur pour une période de 5 ans se terminant à l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2019.
- La société «L'Alliance Révision SARL, RC B46 498, 1, Rue des Glacis, L-1628 Luxembourg» a été confirmée dans sa fonction de «Réviseur d'entreprises agréé» pour une période d'un an se terminant à l'Assemblée Générale qui sera tenue en 2015.
- Le mandat de «Commissaire aux comptes» de la «Fiduciaire Hetre S.A»., Trinity House, Suite 13, First Floor, SY-Victoria, Mahe a été annulé avec effet au 31 décembre 2013.
- Mr. Neil MEDLYN, Directeur de Sociétés, résidant professionnellement à 3 a, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, a été reconduit dans sa fonction d'Administrateur-Délégué (selon autorisation du Ministère des Transports Réf CAM/EZ/8689) pour une durée illimitée.

Il est en outre notifié par les présentes que l'adresse professionnelle de Mr. Neil MEDLYN, Administrateur-Délégué, est, à compter du 26 mars 2014, la suivante: 3a, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 24 juillet 2014.

Pour la société

RESOURCE SHIPPING & SHIPMANAGEMENT S.A. (En abrégé R.S.S. S.A.)

Référence de publication: 2014109910/32.

(140131003) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2014.

Icapark II S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 188.724.

In the year two thousand and fourteen, on the eighteenth day of July.

Before Maître Francis Kesseler, notary, residing in Esch-sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

ICAPARK I, S.A., a société anonyme with registered office at L-1420 Luxembourg, 5, Avenue Gaston Diderich, Grand-Duchy of Luxembourg whose registration with the Luxembourg Trade and Companies' Register is pending,

duly represented by Nathalie Houllé, Attorney-at-Law, professionally residing in Howald, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy after having been signed "ne varietur" by the appearing person and by the notary, will remain attached to the present minutes and will be filed with the registration authorities.

The appearing party is the sole shareholder of ICAPARK II S.A., société anonyme, with registered office at L-1420 Luxembourg, 5, Avenue Gaston Diderich, Grand-Duchy of Luxembourg whose registration with the Luxembourg Trade and Companies' Register is pending, incorporated by a deed of the undersigned notary on July 10 th, 2014, not yet published in the Mémorial C, Recueils des Sociétés et Associations (the "Company").

Said appearing party, represented as above, requested the undersigned notary to draw up the following:

I. That the agenda of the extraordinary general meeting is the following:

Agenda

- 1. Amendment of the first paragraph of article 3 of the Company's articles of association;
- 2. Amendment of the first paragraph of article 4 of Company's articles of association as follows: "The company shall have as its business purpose the holding of participations, in any form whatsoever in Luxembourg, the acquisition by



purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, the possession, the administration, the development and the management of its portfolio";

- 3. Amendment of article 8 of the Company's articles of association;
- 4. Amendment of the article 10 of the Company's articles of association;
- 5. Amendment of the article 11 of the Company's articles of association;
- 6. Amendment of the article 14 of the Company's articles of association;
- 7. Amendment of article 16 of the Company's articles of association; and
- 8. Miscellaneous.
- II. That the extraordinary general meeting of the Company has taken the following resolutions:

First resolution

The extraordinary general meeting of the Company resolved to amend the first paragraph of article 3 of the articles of association of the Company as follows:

"**Art. 3.** The registered office of the company is established in the city of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg only."

Second resolution

The extraordinary general meeting of the Company resolved to amend the first paragraph of article 4 of the articles of association of the Company as follows:

"**Art. 4.** The company shall have as its business purpose the holding of participations, in any form whatsoever in Luxembourg, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, the possession, the administration, the development and the management of its portfolio".

Third resolution

The extraordinary general meeting of the Company resolved to amend article 8 of the articles of association of the Company as follows:

"Art. 8. Shares can be freely transferred. Shares will be in registered form (actions nominatives) only and may not be converted into bearer form (actions au porteur).

A shareholders register of the company shall be kept at its registered office where it will be available for inspection by any shareholder.

The company shall consider the person in whose name the shares are registered in the shareholder register as the full owner of such shares.

Certificates stating such inscription shall be delivered to the shareholder.

Transfer of shares shall be effected by a declaration of transfer inscribed in the shareholder register, dated and signed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore.

Transfer may also be effected by delivering to the company the certificate representing the Shares to be transferred, duly endorsed to the transferee."

Fourth resolution

The extraordinary general meeting of the Company resolved to amend article 10 of the articles of association of the Company as follows:

"**Art. 10.** The company is managed by three (3) or more directors, whether shareholder(s) or not, who are appointed by the sole shareholder or by the general meeting of the shareholders for a period of six (6) years and shall hold office until their successors are elected.

At all times, a majority of directors shall be Luxembourg resident. Whenever a legal entity is appointed as a director of the company (the "Legal Entity"), the Legal Entity must designate a permanent representative to perform such director's mandate in its name and on its behalf (the "Representative"). If the Legal Entity has its registered office in Luxembourg, the Representative must be Luxembourg resident. The Representative is subject to the same conditions and obligations, and incurs the same liability, as if he was performing such director's mandate in his own name, without prejudice to the joint liability of the Legal Entity. The Legal Entity may only revoke the Representative provided that it simultaneously appoints a new Representative.

The sole shareholder, or as the case maybe, the general meeting of shareholders, may at any time remove any director without giving reasons.

The powers and remunerations of any director possibly appointed at a later date in addition to or in the place of the first directors will be determined in the act of nomination.



In the event of a vacancy in the office of director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may elect, by majority vote, a director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders."

Fifth resolution

The extraordinary general meeting of the Company resolved to amend article 11 of the articles of association of the Company as follows:

" Art. 11. The board of directors may elect from among its members a chairman.

The board of directors convenes upon call by the chairman, as often as the interest of the company so requires. It must be convened each time two directors so request.

The chairman shall preside over all general meetings and all meetings of the board of directors, but in his absence the shareholders or the board of directors may appoint another chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of directors and its agenda shall be given to all directors and the Pledgee at least twenty-four (24) hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meetings. This notice may be waived by the consent in writing, by letter, by fax or by e-mail of each director and the Pledgee, provided that the Pledgee has been duly informed of such meeting. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors.

All meetings of the board of directors shall be held in Luxembourg.

The board of directors shall validly resolve on any matters if a majority of its members residing in Luxembourg are present or represented. A director residing in Luxembourg can only be represented by another director residing in Luxembourg.

Resolutions signed by all members of the board of directors will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held.

Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. In the event that at any meeting the number of votes for and against a resolution is equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter, telefax or similar communication.

In addition, any member of the board of directors who participates in the proceedings of a meeting of the board of directors by means of a communication device (including a telephone), which allows all the other members of the board of directors present at such meeting (whether in person or by proxy or by means of such type of communications device) to hear and to be heard by the other members at any time, shall be deemed to be present at such meeting and shall be counted when reckoning a quorum and shall be entitled to vote on matters considered at such meeting.

If a resolution is taken by way of conference call, the resolution shall be considered to have been taken in Luxembourg and the call shall be initiated from Luxembourg.

In the event that any director or officer of the company may have any personal interest in any transaction of the company (other than that arising by virtue of serving as a director, officer or employee in the other contracting party), such director or officer shall make known to the board of directors such personal interest and shall not consider, or vote on such transaction, and such director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding general meeting of the company."

Sixth resolution

The extraordinary general meeting of the Company resolved to amend article 14 of the articles of association of the Company as follows:

"**Art. 14.** The board of directors may delegate its powers to conduct the daily management of the company to one or more persons residing in Luxembourg, who need not be selected from its own members. If selected from its own members, he will be called General Manager. If not, he will be called managing director.

It may also commit the management of a special branch to one or more directors residing in Luxembourg, and give special powers for determined matters to one or more proxy holders residing in Luxembourg, selected from its own members or not, whether shareholders or not.

Seventh resolution

The extraordinary general meeting of the Company resolved to amend article 16 of the articles of association of the Company as follows:

"Art. 16. If there is only one shareholder, the sole shareholder shall exercise at general meetings duly held in Luxembourg all the powers vested in the general meeting of the shareholders under section IV of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended.



All decisions exceeding the powers of the directors shall be taken by the sole shareholder or the general meeting of the shareholders. Any such decisions shall be in writing and shall be recorded on a special register.

General meetings of the shareholders shall be held in Luxembourg. Attendance by virtue of proxy is possible.

The quorums and time limits required by law shall govern the notice for and conduct of the general meetings of shareholders of the company, unless otherwise provided herein.

A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing another person as its proxy in writing, by letter, by fax or by e-mail.

Except as otherwise required by law, resolutions at a general meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of those present and voting.

If all of the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the general meeting may be held without prior notice or other convening formality.

In case of shareholder meeting, a copy of all convening notices shall be sent to any person in favour of whom such shares have been pledged in accordance with the relevant pledge agreement (hereafter the "Pledgee") at the time they are sent to the shareholders. In case of written resolutions, a copy of the resolutions to be taken shall be sent to the Pledgee in advance."

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that on request of the appearing person, this deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof, this deed was drawn up in Howald, Grand-Duchy of Luxembourg, on the date set at the beginning of this deed

This deed having been read to the proxyholder of the appearing person, known to the notary by first and surname, civil status and residence, said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Follows the french version:

L'an deux mille quatorze, le dix-huit juillet,

Par devant Maître Francis Kesseler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

ICAPARK I, S.A., une société anonyme, à L-1420 Luxembourg, 5, Avenue Gaston Diderich, Grand-Duché de Luxembourg, dont l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg est en cours d'enregistrement,

ici représentée par Nathalie Houllé, Avocat à la Cour, demeurant professionnellement à Howald, en vertu d'une procuration lui délivrée sous seing privé.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Lequel comparant est l'actionnaire unique de ICAPARK II S.A., société anonyme, ayant son siège social au L-1420 Luxembourg, 5, Avenue Gaston Diderich, Grand-Duché de Luxembourg, dont l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg est en cours d'enregistrement, constitué par acte du notaire soussigné le 10 juillet 2014 non encore publié au Mémorial C, Recueils des Sociétés et Associations (la «Société»).

Le comparant prénommé, représenté comme établit ci avant, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit: I Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

Ordre du jour

- 1. Modification du premier paragraphe de l'article 3 des statuts de la Société;
- 2. Modification du premier paragraphe de l'article 4 des statuts de la Société comme suit:

«La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière, de titres, obligations, créances, billets à ordre et autres valeurs de toutes espèces, la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille»;

- 3. Modification de l'article 8 des statuts de la Société;
- 4. Modification de l'article 10 des statuts de la Société;
- 5. Modification de l'article 11 des statuts de la Société;
- 6. Modification de l'article 14 des statuts de la Société;
- 7. Modification de l'article 16 des statuts de la Société; et
- 8. Divers
- II. Que l'assemblée générale extraordinaire de la Société a pris les résolutions suivantes:



Première résolution

L'assemblée générale extraordinaire de la Société a décidé de modifier le premier paragraphe de l'article 3 des statuts de la Société comme suit:

« Art. 3. Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Les succursales, filiales ou autres bureaux ne peuvent être établis qu'au Grand-Duché de Luxembourg.»

Deuxième résolution

L'assemblée générale extraordinaire de la Société a décidé de modifier le premier paragraphe de l'article 4 des statuts de la Société comme suit:

« **Art. 4.** La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière, de titres, obligations, créances, billets à ordre et autres valeurs de toutes espèces, la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille»

Troisième résolution

L'assemblée générale extraordinaire de la Société a décidé de modifier l'article 8 des statuts de la Société comme suit:

« **Art. 8.** Les actions sont librement cessibles. Les actions sont émises uniquement sous forme nominatives (actions nominatives) et ne peuvent être converties au porteur (actions au porteur).

Un registre d'actionnaire de la société est conservé à son siège social et est consultable pour contrôle par tout actionnaire.

La société doit considérer la personne au nom de laquelle les actions sont enregistrées dans le registre des actionnaires comme unique propriétaire de ces actions.

Les certificats attestant d'une telle inscription doivent être délivrés à l'actionnaire. Le transfert d'action sera effectué par le biais d'une mention de transfert transcrite dans le registre des actionnaires, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par les personnes détenant une procuration appropriée leur permettant d'agir ainsi. Le transfert d'action peut également être effectué par la remise à la société d'un certificat décrivant les actions à transférer dûment endossé par le cessionnaire.»

Quatrième résolution

L'assemblée générale extraordinaire de la Société a décidé de modifier l'article 10 des statuts de la Société comme suit:

« Art. 10. La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois (3) membres au moins, actionnaire ou non, nommés pour une période de six (6) ans par l'actionnaire unique ou, selon les cas, par l'assemblée générale des actionnaires, et ont mandat jusque leurs successeurs soient nommés.

La société doit en tout temps avoir une majorité d'administrateur résidant luxembourgeois.

Lorsqu'une personne morale est nommée en tant qu'administrateur de la société (la «Personne Morale»), celle-ci doit désigner un représentant permanent pour exercer ce mandat d'administrateur en son nom et pour son compte (le «Représentant»). Si la Personne Morale a son siège social au Luxembourg, le Représentant doit être un résidant luxembourgeois. Le Représentant est soumis aux mêmes conditions et obligations, et encourt la même responsabilité, que s'il exécutait ce mandat d'administrateur en son nom propre, sans préjudice de voir engager la responsabilité indivise de la Personne Morale. La Personne Morale ne pourra révoquer le Représentant qu'à condition de nommer parallèlement un nouveau Représentant.

L'actionnaire unique ou, selon les cas, l'assemblée générale des actionnaires peuvent à tout moment révoquer l'administrateur, avec ou sans motif.

Les pouvoirs et les émoluments de chaque administrateur nommé à une date ultérieure en supplément ou pour remplacer les administrateurs nommés seront fixés dans l'acte procédant à leur nomination.

Dans le cas où le poste d'administrateur est vacant à cause du décès, de la démission ou pour une autre raison quelconque, les administrateurs restants peuvent voter, à la majorité des voix un remplaçant jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires».

Cinquième résolution

L'assemblée générale extraordinaire de la Société a décidé de modifier l'article 11 des statuts de la Société comme suit:

« Art. 11. Le conseil d'administration peut choisir un président parmi ses membres.

Le conseil d'administration se réunit sur convocation de son président, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que deux administrateurs le demandent.



Le président du conseil d'administration présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et toutes les réunions du conseil d'administration, mais en son absence, les actionnaires ou le conseil d'administration désignera, à la majorité, un autre président pro tempore pour ces assemblées et réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration et son ordre du jour seront communiqués à tous les administrateurs et au Créancier Gagiste au moins vingt-quatre (24) heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il peut être renoncé à cette convocation moyennant l'assentiment par écrit ou lettre, fax ou e-mail de chaque administrateur et Créancier Gagiste à condition que le Créancier Gagiste ait été dûment informé de ladite réunion. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Toutes les réunions du conseil d'administration se tiendront à Luxembourg.

Le conseil d'administration ne délibère valablement que si une majorité de ses membres résidant au Luxembourg sont présents ou représentés.

Un administrateur résidant au Luxembourg ne peut que valablement être représenté par un autre administrateur résidant au Luxembourg.

Les résolutions signées par tous les membres du conseil d'administration ont la même valeur juridique que celles prises lors d'une réunion du conseil d'administration dûment convoqué à cet effet.

Les décisions doivent être prises à la majorité des votes des administrateurs présents ou représentés à ladite réunion. Dans hypothèse où lors d'une réunion il y a égalité dans le nombre des votes, le vote du président de la réunion sera prépondérant.

Les signatures peuvent figurer sur un document unique ou sur différentes copies de la même résolution; elles peuvent être données par lettre, fax ou tout autre moyen de communication.

En outre, tout membre du conseil d'administration prenant part aux délibérations dudit conseil par tout moyen de communication (notamment par téléphone) permettant à tous les autres membres du conseil d'administration présents (en personne, en vertu d'une procuration, par voie téléphonique ou autre) d'entendre et d'être entendus à tout moment par les autres membres, sera réputé être présent à cette réunion aux fins de calcul du quorum et sera autorisé à voter sur l'ordre du jour de la réunion.

Si la résolution est prise par voie de conférence téléphonique, la résolution sera considérée comme prise à Luxembourg et la conférence téléphonique devra être initiée du Luxembourg.

Dans l'hypothèse où un administrateur, directeur ou fondé de pouvoir aurait un intérêt personnel dans une affaire de la société (autrement qu'un intérêt existant en raison de sa qualité d'administrateur ou fondé de pouvoir ou employée de l'autre partie contractante), cet administrateur, directeur ou fondé de pouvoir devra informer le conseil d'administration de son intérêt personnel et il ne délibérera ni ne prendra part au vote sur ce point; rapport devra être fait à ce sujet et de l'intérêt personnel de pareil administrateur, directeur ou fondé de pouvoir à la prochaine assemblée des actionnaires.»

Sixième résolution

L'assemblée générale extraordinaire de la Société a décidé de modifier l'article 14 des statuts de la Société comme suit:

« **Art. 14.** Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à une ou plusieurs personnes résidant au Luxembourg, qui ne doivent pas nécessairement être membres du conseil d'administration. Si le mandataire est choisi au sein de ses membres, il prendra la qualification d'Administrateur-Délégué. S'il n'a pas été élu en son sein, il sera qualifié de directeur chargé de la gestion journalière.

Il peut aussi confier la gestion d'une branche spéciale des activités à un ou plusieurs administrateurs résidant au Luxembourg, et donner des pouvoirs spéciaux pour l'accomplissement de tâches précises à un ou plusieurs mandataires résidant au Luxembourg, qui ne doivent pas nécessairement être membres du conseil d'administration ou actionnaires.»

Septième résolution

L'assemblée générale extraordinaire de la Société a décidé de modifier l'article 16 des statuts de la Société comme suit:

« **Art. 16.** Pour le cas où il n'y a qu'un actionnaire unique, celui-ci exercera, au cours des assemblées générales dûment tenues au Luxembourg, tous les pouvoirs revenant à l'assemblée générale des actionnaires en vertu de la section IV de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Toutes les décisions excédant le pouvoir de l'administrateur/des administrateurs seront prises par l'actionnaire unique ou, selon les cas, par l'assemblée générale des actionnaires. Toutes ces décisions seront écrites et consignées dans un registre spécial.

Les assemblées générales des actionnaires se tiendront au Luxembourg. La représentation au moyen de procuration est admise.



Les quorums et délais requis par la loi régiront la convocation et la tenue des assemblées générales des actionnaires de la société, sauf dispositions contraires.

Un actionnaire peut agir à toute assemblée générale des actionnaires en nommant une autre personne comme son mandataire, par écrit, par lettre, par fax ou par e-mail.

Sauf dans les autres cas prévus par la loi, les décisions de l'assemblée générale des actionnaires dûment convoqués, seront valablement prises par la majorité simple des actionnaires présents ou représentés.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à une assemblée générale des actionnaires et s'ils ont été informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale sera tenue sans convocation écrite préalable ou autre formalité de convocation.

En cas d'assemblées générales des actionnaires, une copie de toutes les convocations sera envoyée à toute personne en faveur de laquelle ces dites actions ont été gagées conformément aux conditions telles que décrites dans le contrat de gage (ci-après le «Créancier Gagiste») au même moment où elles sont envoyées aux actionnaires.

En cas de résolutions écrites, une copie de ces résolutions sera envoyée au Créancier Gagiste à l'avance.»

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présente que, sur requête de la partie comparante susnommée, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la requête de la même personne comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Howald, Grand-Duché de Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture et traduction du document faite en langue connue de la mandataire du comparant, connue du notaire par ses nom, prénom, état et demeure, elle a signé ensemble avec le notaire le présent acte original.

Signé: Houllé, Kesseler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 21 juillet 2014. Relation: EAC/2014/10126. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): A. Santioni.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014110567/319.

(140132747) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Henderson, Maverick and Williams S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon Ier.

R.C.S. Luxembourg B 86.648.

Le rectificatif aux comptes annuels au 31.12.2012 publié en date du 24/07/2014 sous référence L140129592 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014110533/10.

(140132035) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Herblay Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 158.914.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014110534/10.

(140132372) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Hotel du Château, Moulin de Bourscheid, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9164 Bourscheid, R.C.S. Luxembourg B 92.863.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014110535/10.

(140132094) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.



HRGT Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 170.830.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 Juillet 2014.

HRGT Holdco S.à r.l.

TMF Luxembourg S.A.

Agent Domiciliataire

Référence de publication: 2014110542/14.

(140132036) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

HEDF II Spain S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 205, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 124.886.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Alexie Arnould.

Référence de publication: 2014110529/10.

(140132406) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

HEDF II UK Residential S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 205, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 125.823.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Alexie Arnould.

Référence de publication: 2014110530/10.

(140132419) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Holtz S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7480 Tuntange, 10, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 148.057.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Internationale SA

Référence de publication: 2014110537/10.

(140131703) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Holtz S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7480 Tuntange, 10, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 148.057.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Internationale SA

Référence de publication: 2014110538/10.

(140131704) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.



Harbour LuxCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 18.027,88.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen. R.C.S. Luxembourg B 159.677.

EXTRAIT

Les associés de la Société, par résolutions écrites datées du 24 juin 2014 et avec effet immédiat, ont décidé:

- 1 d'accepter la démission des personnes suivantes:
- Monsieur Lars Frankfelt, gérant de catégorie B
- Monsieur Mats Eklund, gérant de catégorie A
- Monsieur Antonis Tzanetis, gérant de catégorie A
- 2 de nommer les personnes suivantes en tant que gérants de la Société pour une période indéfinie:
- Monsieur Thomas Sonnenberg, demeurant professionnellement 26-28 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, en tant que gérant de catégorie A
- Monsieur Mukul Sharma, demeurant professionnellement 32 Woodhouse Eaves, Middlesex, Northwood, HA6 3NF, en tant que gérant de catégorie B
- Monsieur Matthew Orili, demeurant professionnellement Autumn Flower, Clos Cerise, La Grande Route de St Martin, St Saviour, Jersey, JE2 7GT, en tant que gérant de catégorie B
- 3 de modifier la classification de Monsieur Michiel Kramer agissant actuellement en sa capacité de gérant de catégorie B de la Société et de le qualifier en tant que gérant de catégorie A de la Société

Dès lors, le conseil de gérance de la Société est composé de la manière suivante:

Monsieur Michiel Kramer, gérant de catégorie A

Monsieur Mukul Sharma, gérant de catégorie B

Monsieur Thomas Sonnenberg, gérant de catégorie A

Monsieur Matthew Crill, gérant de catégorie B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Harbour LuxCo S.à r.l.

Référence de publication: 2014109473/30.

(140131095) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2014.

True Global Ventures S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 89B, rue Pafebruch.

R.C.S. Luxembourg B 155.981.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 23 Juillet 2014.

Pour la société Un mandataire

Référence de publication: 2014110063/12.

(140130355) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2014.

Mabledon Holdings UK S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 260.905,00.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 125, avenue du Dix Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 172.352.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 juillet 2014.

Référence de publication: 2014109692/10.

(140130633) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2014.

Editeur: Service Central de Législation, 43, boulevard F.-D. Roosevelt, L-2450 Luxembourg

Imprimeur: Association momentanée Imprimerie Centrale / Victor Buck